



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

Évaluation de la dotation de la France à l'Association internationale de développement (AID-19)

2022



Conception et rédaction
Direction générale du Trésor
Rapport remis en novembre 2021

Équipe d'évaluation / Evaluation Team
L'évaluation a été réalisée par une équipe EY Consulting composée d'évaluateurs et d'experts:
The evaluation was carried out by an EY Consulting team of evaluators and experts:

Arnauld BERTRAND (Associé / Partner)
Christina CASTELLA (Directrice de mission / Project Manager)
Jérémie NONE (Consultant senior)
Théodore AHLERS (Expert externe)
Andrew ROGERSON (Expert externe)
Eleonore DELANOË (Consultante)

Graphisme
Secrétariat général
Sircom

Crédits photo
©
Novembre 2021

Sommaire

Avant-propos	3
Partie 1	
Évaluation rétrospective des contributions de la France à l'Association internationale de développement (AID19 et AID20)	
Synthèse (fr)	7
Executive Summary (en)	39
Partie 2	
Réponses aux recommandations	67

Avertissement

Les évaluations publiées par le ministère de l'Économie et des Finances ont pour objectif de rendre compte des activités d'aide au développement avec impartialité et d'améliorer leur efficacité. Ces évaluations sont conduites conformément aux principes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans le respect de la Charte de la Société française de l'évaluation. Les appréciations, observations et recommandations exprimées dans la présente évaluation le sont sous la seule responsabilité des consultants qui l'ont réalisée et ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel du ministère.

Avant-Propos

Créée il y a plus de 60 ans, le 24 septembre 1960, l'Association Internationale de Développement (AID) fait partie des cinq institutions du Groupe de la Banque Mondiale. Guichet concessionnel du Groupe, l'AID octroie des prêts et des dons à 74 pays éligibles parmi les plus pauvres de la planète, pour soutenir leur développement économique.

Les ressources financières de l'AID proviennent essentiellement des contributions de ses pays-membres les plus riches ainsi que des remboursements des prêts arrivés à échéance. L'AID est une des sources de financement concessionnel les plus importantes à destination des pays les plus pauvres. Depuis l'AID17, les États partenaires ont la possibilité de contribuer à l'AID via des prêts concessionnels et depuis l'AID18, l'AID peut recourir à des emprunts sur les marchés financiers. Dès l'AID18, une enveloppe record a été mobilisée (75 Md\$ pour financer des projets entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2020), amplifiée lors de l'AID19 (82 Md\$ pour financer des projets sur la période 1^{er} juillet 2020-30 juin 2023).

Lors de sa 19^e reconstitution, l'AID a pris pour thème « *2030 dans dix ans : croissance, populations, résilience* », s'inscrivant dans la continuité de l'action engagée par la reconstitution précédente en mettant l'accent sur cinq thèmes de travail principaux : le changement climatique, les pays fragiles et touchés par un conflit (notamment le Sahel, la Corne de l'Afrique et la région du lac Tchad), l'égalité des sexes, la bonne gouvernance et les institutions, l'emploi et la transformation économique. Elle devait contribuer également à l'amélioration de la viabilité et de la transparence de la dette, au financement de la transition numérique, à l'intégration socio-économique des personnes en situation de handicap, au renforcement de l'État de droit et à l'accroissement du capital humain dans les pays bénéficiaires.

La mise en œuvre de l'AID-19 a été bouleversée par l'irruption de la crise sanitaire mondiale de la Covid19. L'AID s'est rapidement mobilisée pour aider ses pays bénéficiaires à faire aux effets de la crise de la Covid-19 et répondre à leurs besoins de financements massifs. Ses engagements ont ainsi significativement augmenté, s'élevant à 35 milliards de dollars sur la seule année fiscale 2021, soit 43 % du total de ressources prévues sur le 19^e cycle. Cette consommation accélérée des ressources de l'AID-19 a posé fin 2020 la question d'une reconstitution anticipée de l'AID-20, qui a été agréée par les pays contributeurs en février 2021. Les discussions de reconstitution de l'AID-20 se sont tenues au cours de l'année 2021 et ont été finalisées le 15 décembre 2021 par un accord sur un niveau historique de ressources mobilisées de 93 milliards de dollars.

Dans ce contexte, la direction générale du Trésor a lancé en avril 2021 une évaluation rétrospective de la dotation de la France à l'AID19 pour analyser l'impact de la réponse à la crise de la Covid-19, (première année d'exécution de l'AID-19) et fournir des pistes de réflexion et de proposition dans la perspective d'un renforcement des moyens de l'AID tout au long de l'année 2021.

Les objectifs de cette évaluation étaient de :

- Porter un jugement évaluatif sur la politique française de dotation à l'AID dans le contexte de réponse à la crise de la Covid-19 ;
- Formuler des préconisations de deux natures :
 - A court terme dans le cadre des négociations pour la reconstitution du prochain cycle de l'AID, sur les priorités de financement que la France pourrait relayer afin de renforcer la capacité de l'AID à soutenir les pays bénéficiaires sur fond de reprise des économies ;
 - De manière plus structurelle sur la manière dont les priorités de financement de l'AID pourraient évoluer pour accompagner et replacer les pays clients sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Après appel d'offres, l'évaluation a été confiée au cabinet EY Consulting dont l'équipe a été conduite sous la direction M. Arnauld BERTRAND. Les travaux ont été réalisés en France et au-delà par le biais de contacts à distance, à Washington, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya.

Cette évaluation a été réalisée sous la supervision d'un Groupe de référence, comité de pilotage pluridisciplinaire, composé de représentants du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Agence française de développement, du Parlement, du monde de la recherche et de la société civile, qui se sont réunis à plusieurs reprises entre avril 2021 et novembre 2021.

L'évaluation a permis de confirmer la pertinence, pour la France, de contribuer à l'AID pour aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables en conformité avec ses objectifs politiques. Elle propose des recommandations afin de faire évoluer le positionnement français à l'AID en accentuant le soutien aux pays et zones géographiques prioritaires pour la France (en particulier le Sahel), et en promouvant les thèmes chers à la France, notamment la biodiversité, tout en conservant un positionnement large avec une attention portée sur d'autres sujets de long terme, importants pour la France (climat, genre, dette, capital humain).

Si les conclusions de l'évaluation notent que la contribution française en dons demeure un puissant levier d'influence permettant à la France de faire valoir ses priorités, une contribution à certains fonds fiduciaires ciblés permettrait de renforcer encore cette capacité à influencer concrètement sur l'action de l'AID.

Il est également proposé que la France soutienne l'AID dans la diversification prudente de ses ressources et dans l'optimisation de son bilan.

L'évaluateur note également tout l'intérêt qu'aurait la France à renforcer les contacts, les échanges et la coordination de « l'équipe France » avec l'AID. La mobilisation de réseaux français traditionnels constitue en effet un levier d'influence aujourd'hui sous-exploité. La définition et la mise en place d'une stratégie d'influence utilisant tous les leviers disponibles seraient utiles. Il conviendrait également de mieux consulter et débattre avec l'ensemble des acteurs français, voire francophones, au sein du Groupe de la Banque Mondiale, en vue de les mobiliser sur les priorités que promeut la France. À cet égard, la création d'un événement annuel permettant de rassembler tous ces acteurs du développement, pour faire avancer le débat et capitaliser sur les connaissances

acquises, en mobilisant des think tanks français, serait à n'en pas douter un accélérateur d'influence.

L'évaluateur préconise également de suivre les cibles de décentralisation du personnel de l'AID et d'inciter l'AID à renforcer sa politique de partenariats et sa redevabilité avec d'autres acteurs et instances internationaux. Il note également que la France devrait mieux s'organiser pour renforcer la présence française à des postes clés du Groupe de la Banque Mondiale.

Enfin, il est proposé que la France soutienne la rationalisation des fenêtres de l'AID (stabilisation en nombre, justifications sur le bien-fondé de la fenêtre de réponse aux crises, soutien à la fenêtre régionale et à la fenêtre secteur privé) et plaide en faveur de l'introduction à titre pilote le développement des financements en monnaie locale, tout en préservant la soutenabilité financière de l'AID.

Au total, cette évaluation a permis aux services de la Direction générale du Trésor de disposer d'un état des lieux complet, et particulièrement bien documenté et étayé, de la mise en œuvre des financements de l'AID19 au cours de la période de crise sanitaire, et de recommandations nouvelles et utiles pour appuyer les positions portées par la France dans le cadre de la reconstitution de l'AID-20.

Je tiens à remercier chaleureusement les équipes d'EY Consulting pour leur travail impressionnant et leur écoute attentive des suggestions et propositions du Groupe de référence tout au long du parcours. Je remercie également les membres du Groupe de référence dont l'apport a été très bénéfique à la qualité de ces travaux.

Alain DAMAIS

Inspecteur des Finances (en disponibilité)

Président du Groupe de référence de l'évaluation
de la dotation de la France à l'AID

PARTIE 1

ÉVALUATION RÉTROSPECTIVE DES CONTRIBUTIONS DE LA FRANCE À L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (AID19 ET AID20)

SOMMAIRE

Le mandat de l'évaluation	11
L'Association internationale de développement (AID)	12
La dotation de la France à l'AID	15
Principales conclusions de l'évaluation	18
Pertinence et cohérence de l'action de la France via l'AID	18
Efficacité de l'AID dans sa réponse à la crise par rapport aux objectifs de la France	24
Recommandations	27
Recommandation I – Faire évoluer le positionnement français à l'AID en termes de priorités à promouvoir lors des négociations et à soutenir au cours de l'AID-20	29
Recommandation II – Maintenir la contribution en tant que levier d'influence fort et parce que l'AID est un acteur multilatéral clé, tout en soutenant d'autres leviers financiers	32
Recommandation III – Renforcer la vision française, sa voix unique, sa coordination entre acteurs, ses leviers d'influence	33
Recommandation IV – Renforcer la prise en compte de l'AID sur des enjeux de performance organisationnelle attendus par la France	35
Recommandation V – Préconiser la rationalisation des fenêtres, soutenir des positions différenciées selon des fenêtres tout en plaidant pour une expérimentation (0,5 %) de financements en monnaie locale	37

Remerciements

L'équipe EY Consulting remercie l'ensemble des parties prenantes interrogées pour leur disponibilité et la qualité de leurs contributions qui ont facilité la conduite de cette mission et l'élaboration de cette évaluation.

Des remerciements particuliers sont adressés aux membres du Groupe de référence, au Bureau de l'Administrateur et à la haute direction de la Banque mondiale à Washington, au Bureau MULTIFIN3 de la DG Trésor à Paris, ainsi qu'aux Bureaux locaux de la Banque et aux services du réseau français à l'étranger (Services économiques et Agences de l'AFD) concernés par les études de cas pays (Côte d'Ivoire, Kenya, Burkina Faso).

Principaux sigles et abréviations

AB	Année budgétaire (du 1 ^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante)
ACT-A	Access to COVID-19 Tools Accelerator
AFD	Agence française de développement
AfDB	Banque africaine de développement
AID	Association internationale de développement
AIIB	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
APD	Aide publique au développement
AVATT	Groupe de travail sur l'acquisition des vaccins pour la Covid-19
AsDB	Banque Asiatique de Développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BMD	Banque Multilatérale de Développement
CERC	Composante contingente de réponse aux crises
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique
CPL	Prêt concessionnel des partenaires
CRW	Composante contingente de réponse aux crises
DG Trésor	Direction générale du Trésor
DFID	Département du Développement International du Royaume-Uni
DTS	Droits de tirage spéciaux
EIB	Banque Européenne d'Investissement
FCV	Situation de fragilité, conflit et violence
FMI	Fonds monétaires International
IADB	Banque de développement interaméricaine
IDFC	Club de Finance Internationale du Développement
IEG	Équipe d'Évaluation Indépendant du Groupe Banque Mondiale
IPF	Financements de projet d'investissements
IsDB	Banque Islamique de Développement
KFW	Agence de développement allemande
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
MIGA	Multilateral Investment Guarantee Agency (Agence multilatérale de garantie des investissements-AMGI du Groupe de la Banque mondiale)
MULTIFIN3	Bureau du financement multilatéral du développement et du climat (DG Trésor)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMC	Organisme Mondial pour le Commerce
OMS	Organisme Mondial pour la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PP	Pays Prioritaire de l'aide française
PRI	Pays à revenu intermédiaire
RMS	Système des mesures de résultats de l'AID
SFI	Société financière internationale (Groupe de la Banque mondiale)
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
USD	Dollars américain

Le mandat de l'évaluation

La Direction générale du Trésor (DG Trésor) a décidé de réaliser l'évaluation rétrospective de la dotation de la France à l'Association internationale de développement, guichet concessionnel du groupe Banque mondiale.

Inscrite dans le prolongement de précédentes évaluations (réalisées en 2007, 2014 et 2019, portant respectivement sur les reconstitutions AID13/14, AID15/16 et AID17/18), **cette étude intervient dans le contexte spécifique de la réponse de l'AID à la crise de la Covid-19, en se concentrant sur la première année d'exécution de la 19^e reconstitution de l'AID (AID19), et sur fond de reconstitution anticipée de l'AID20.** Elle a deux objectifs principaux :

- Porter un jugement évaluatif clair et impartial sur la politique française de dotation à l'AID dans le contexte spécifique de la réponse de l'AID à la crise de la Covid-19, fondé principalement sur des critères de pertinence, de cohérence, d'efficacité, d'impact et de durabilité.
- Formuler des préconisations de deux natures :
 - **A court terme** dans le cadre des négociations pour la reconstitution du prochain cycle de l'AID, sur les priorités de financement que la France pourrait relayer afin de renforcer la capacité de l'AID à soutenir les pays bénéficiaires sur fond de reprise des économies.
 - **De manière plus structurelle** sur la manière dont les priorités de financement de l'AID pourraient évoluer pour accompagner et replacer les pays clients sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Les réponses aux questions évaluatives et les conclusions de l'évaluation sont le résultat d'une triangulation de données issues de différents travaux qui ont permis d'interroger plus de 60 personnes au total, au travers d'une démarche évaluative structurée autour de trois grandes phases, déployée entre avril 2021 et novembre 2021, incluant : **une phase de lancement et de structuration ; une phase de collecte de données et premières analyses**, avec des entretiens à/ depuis Paris (DG Trésor, Bureau de l'Administrateur français à la Banque mondiale, MEAE, AFD), avec des personnes basées à Washington (administrateurs de contributeurs importants et pays récipiendaires de l'AID, haute direction, équipes opérationnelles, personnel français) et des études de cas pays (Kenya, Côte d'Ivoire et Burkina Faso) ; **une phase de finalisation des analyses, jugements et conclusions**, incluant un atelier stratégique portant sur les recommandations.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (AID)

Guichet concessionnel du Groupe Banque mondiale, l'AID est l'un des plus importants fonds multilatéraux de développement

Fondée en 1960, l'Association internationale de développement (AID) est le guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale et l'une des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale¹. Grâce à des conditions de financement plus favorables que celles susceptibles d'être proposées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'AID vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts concessionnels et des dons aux pays en développement les plus pauvres. Comptant 173 pays membres, elle est le plus important fonds multilatéral de développement en 2019² et compte parmi les principaux bailleurs de fonds des 74 pays les plus pauvres de la planète, dont plus de la moitié en Afrique.

En termes de gouvernance, l'AID partage ses organes de décision, son siège et son personnel avec la BIRD dans le cadre du système de gouvernance générale de la Banque mondiale. Elle demeure, toutefois, une entité autonome de la BIRD sur le plan juridique et financier. Elle dispose en effet de statuts propres, a une personnalité juridique et est dotée d'un capital propre comprenant les souscriptions versées par les partenaires lors de leur adhésion³. La gouvernance de l'AID repose aussi sur les réunions de négociations dans le cadre du processus de reconstitution des ressources et de la revue à mi-parcours, lors desquelles les plénipotentiaires représentent leurs pays.

Alors que l'AID a acté un montant record lors de sa 19^e reconstitution, la riposte financière du Groupe Banque mondiale pour faire face à la crise de la Covid-19 a accéléré le rythme de ses engagements

Son financement repose traditionnellement et principalement sur les contributions accordées lors des reconstitutions triennales par 52 États Participants (pays développés et pays à revenu intermédiaire). Dix-neuf reconstitutions ont eu lieu depuis la création de l'AID. Le montant des contributions des partenaires lors des reconstitutions a connu des fluctuations. L'AID19 marque une légère reprise des contributions des partenaires observées par rapport aux trois précédentes reconstitutions.

Dans le but d'accroître les capacités d'intervention de l'AID, ce modèle de financement a connu des évolutions avec **une diversification des ressources et la création de mécanismes de financements complémentaires**. Depuis l'AID17, les États partenaires ont la possibilité de contribuer à l'AID via des prêts

1 – Aux côtés de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de la Société Financière Internationale (SFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI, MIGA en anglais) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

2 – Source : Base SNPC/OCDE.

3 – Source : Association internationale de développement – Statuts.

concessionnels des partenaires (*Concessionnal Partner Loans*)⁴ et depuis l'AID18, l'AID peut recourir à des emprunts sur les marchés financiers⁵.

Cette évolution du modèle financier a abouti à la mobilisation d'une enveloppe record dès l'AID18 (75 milliards de dollars pour financer des projets entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2020), **amplifiée lors de l'AID19 (82 milliards de dollars pour financer des projets sur la période 1^{er} juillet 2020-30 juin 2023)**, en comparaison de l'AID17 (52 milliards de dollars pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2017). **Les ressources des marchés financiers dont le poids s'est renforcé sont désormais majoritaires.**

Face à la crise de Covid-19, le Groupe Banque mondiale a déclenché dès le printemps 2020 une riposte financière de 14 Mds USD (dont 6 Mds USD provenant de la BIRD et de l'AID) avec la mise en place d'une facilité de financement accélérée (« fast track ») Covid-19 (approuvée en mars 2020) pour agir sur les conséquences sanitaires immédiates sur une période de 12 mois. Dans le cadre de cette riposte, 1,3 Mds USD ont été alloués au mécanisme de réponse des crises (CRW) pour soutenir les pays AID, pour venir en appui de 25 projets⁶. Tout cela a conduit à un montant inédit mobilisé sur l'année budgétaire 2020 (30,4 milliards USD d'engagements et 21,2 milliards USD de décaissements, soit des hausses respectives de 38 % et 21 %). Le niveau d'engagements et de décaissements de l'AID a ainsi progressé sous l'AID18, respectivement de 40 % et de 8 % par rapport à l'AID17, une trajectoire ascendante qui va s'amplifier sous l'année budgétaire 2021, 1^{re} année de l'AID19⁷.

En effet, la réponse à la crise de Covid-19 a mené à une accélération de la consommation des ressources prévues sur la première année d'exécution pour l'AID19 avec un niveau d'engagement de 36 milliards de dollars sur l'année budgétaire 2021 (soit 43,9 % du total des ressources envisagées pour l'AID19)⁸, supérieur de 50 % à la même période sous l'AID18, dont un record historique sur les 9 premiers mois de l'année budgétaire 2021 (21 Mds USD), supérieur de 66 % à la même période sous AID18. Au total, l'AID a mobilisé 54 milliards depuis avril 2020 jusqu'au 30 juin 2021⁹.

Face à la crise de Covid-19, la Banque mondiale a défini une riposte stratégique au niveau du Groupe, postérieure aux priorités agréées lors de l'AID19

L'action de l'AID est guidée par le mandat de la Banque mondiale, matérialisé par deux objectifs issus de sa stratégie définie en 2013 : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée. Cette stratégie a

4 – Il s'agit d'un prêt proposé à une institution financière internationale par un partenaire de développement (généralement un État membre) à des conditions préférentielles (taux d'intérêt sensiblement inférieurs aux taux du marché, de longues durées et de longs différés d'amortissement). En règle générale, un prêt est réputé concessionnel si son élément don est d'au moins 35 %.

5 – L'AID a reçu sa première notation financière en 2016 (triple A) et a émis sa première obligation sur les marchés financiers en avril 2018, levant 1,5 milliard de dollars auprès d'investisseurs internationaux. Cinq émissions obligataires ont été réalisées, la dernière datant d'avril 2021 (2 milliards USD).

6 – Source : AID - Update on IDA Contribution to COVID-19 Pandemic Response (April 23, 2020).

7 – Le niveau des montants décaissés est à dissocier sur une même année de celui du niveau des montants engagés dans la mesure où il s'agit de décaissements liés à des engagements décidés lors d'années précédentes.

8 – Les ressources envisagées pour l'AID19 étaient initialement de l'ordre de 83 Mds USD.

9 – Source : L'AID face à la COVID-19 : Une action rapide, de grande ampleur et sélective (23 février 2021)

été enrichie et actualisée dans un document intitulé « *Vision d'Avenir* » (Forward Look), adopté en 2016 afin de soutenir l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030. Au-delà de ce cadre général commun à l'ensemble des entités du Groupe, les orientations stratégiques, le cadre de financement et les thèmes propres à l'AID sont discutés et définis de manière plus précise au cours des négociations de reconstitution et des revues à mi-parcours.

Ces reconstitutions sont l'occasion de retenir un thème central, complété par des thèmes particuliers. Avec pour thème central « **2030 dans dix ans: croissance, populations, résilience** », l'AID19 marque une continuité avec l'AID18 en reprenant les cinq thèmes prioritaires assortis de quatre thématiques transversales¹⁰.

En effet, elle reprend les cinq thèmes de l'AID18 que sont l'emploi et la transformation économique (JET); les questions de fragilité, conflit et violence (FCV); le changement climatique; la parité hommes-femmes et le développement; et la gouvernance et les institutions. Elle les complète par quatre questions transversales: la dette; la technologie; l'investissement dans les ressources humaines; et l'inclusion des personnes handicapées.

Postérieurement à ces priorités agréées lors de l'AID19, un document d'orientation du Groupe Banque mondiale exposant la riposte face à la pandémie de Covid-19 a été présenté en juillet 2020. Intitulé « *Sauver des vies, renforcer notre impact et remettre les économies sur les rails* », cette riposte stratégique est structurée autour de trois étapes (secours, restructuration et résilience) et articulées autour de quatre axes prioritaires: « *sauver des vies, protéger les pauvres et les plus vulnérables, préserver les emplois et les entreprises, œuvrer en faveur d'une reprise résiliente* ».

Dans ce contexte, il a été décidé d'engager une reconstitution anticipée de l'AID20 afin d'accompagner une reprise économique plus durable, résiliente et inclusive

Dans un contexte de consommation accélérée des ressources, il a été décidé d'écourter l'AID19 d'une année (soit sur la période AB21-AB22) et d'anticiper la 20^e reconstitution de l'AID20 qui démarrera lors de l'année budgétaire 2023. La première réunion de l'AID20 s'est tenue mi-avril 2021 et a déjà permis d'acter les grandes lignes de cette reconstitution.

D'après les documents produits à cette occasion et lors de la deuxième réunion de juin de la reconstitution, l'AID20 devrait s'inscrire dans le prolongement de l'AID19 en reprenant quatre des cinq thèmes (JET, FCV, Climat, Genre) et en élevant le capital humain (précédemment considéré comme un thème transversal) dans cette catégorie. A cela s'ajoutent quatre thèmes transversaux dont deux issus de l'AID18 (dette et technologie), un qui était précédemment considéré comme un thème général (gouvernance et institutions) et un nouveau thème (préparation des crises).

Sur la base des discussions issues des premières réunions de la reconstitution, l'AID20 reposerait sur le thème central « **Reconstruire en mieux: vers un futur vert, résilient et inclusif** », s'inscrivant dans le sillage des réflexions engagées pour préparer l'après-crise et identifier la manière dont les priorités de financement de l'AID pourraient évoluer pour accompagner et replacer les pays clients sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs de développement durable à

10 – Augmentation des ressources: Dix-neuvième reconstitution - Approuvé par les Administrateurs de l'AID – 11 février 2020.

l'horizon 2030¹¹. Le cadre de financement de l'AID19 a été ajusté à 71 Mds de ressources (contre 82 Mds USD initialement prévu), le reliquat sera utilisé durant l'AID20.

LA DOTATION DE LA FRANCE À L'AID

Une dotation qui s'inscrit dans le cadre stratégique français évolutif et favorise la participation de la France à la gouvernance de l'AID

La contribution française s'insère en dans le prolongement de la stratégie de la France vis-à-vis de la Banque mondiale élaborée en 2010, le document cadre de coopération de la France-DCDD de 2011, la loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale, la stratégie multilatérale de la France, les conclusions du CICID du 8 février 2018, et plus récemment la loi du 4 août 2021 de programmation relative à la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales. Elle tient compte aussi du Programme 2030 lié à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 sur le climat.

Membre depuis 1945, la France occupe une **place importante dans la gouvernance de la Banque mondiale**, étant le 5^e actionnaire de la Banque depuis 2010 et le 5^e contributeur à l'AID depuis la 13^e reconstitution de l'AID (2003-2005). En maintenant son rang, la France préserve le droit de nommer un administrateur qui représente exclusivement ses intérêts au Conseil d'administration. Ce rôle important a été mis en lumière dès le début de la crise de la Covid-19, avec l'adoption au Conseil d'administration du mécanisme de financement accéléré. Elle intervient également lors des réunions de reconstitutions et de revue à mi-parcours de l'AID par l'intermédiaire d'un plénipotentiaire issu de la Direction Générale du Trésor.

La France relaie plusieurs sujets à l'AID, à la fois des thèmes généraux (climat, genre, pays fragiles) et des priorités géographiques (Sahel, Afrique). Cette reconstitution a consacré également des thèmes transversaux ou sujets promus par la France, comme la dette et la biodiversité. En effet, l'AID19 a permis d'entériner un engagement stratégique des plénipotentiaires relatif à la biodiversité qui consiste à fournir un appui aux pays éligibles à l'AID pour leur permettre de mettre en œuvre ou d'actualiser leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité ou des plans d'action nationaux similaires dans le cadre de nouvelles activités appuyées par l'AID durant la période couverte par la 19^e reconstitution.

Par ailleurs, **le partenariat institutionnel se matérialise par un engagement politique à haut-niveau** entre la haute direction de la Banque (Président, DG, Vice-présidents, directeurs) et les autorités nationales françaises (Présidence de la république, ministère de l'Economie et des Finances, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, AFD, autres ministères), à différents niveaux (Président de la République, ministres, DG, sous-directeur, membre de cabinets ministériels). La Banque mondiale dispose aussi d'un Bureau Europe à Paris.

11 – Source: AID - Building Back Better: Pursuing a Greener, More Inclusive, and Resilient Recovery (Novembre 2020).

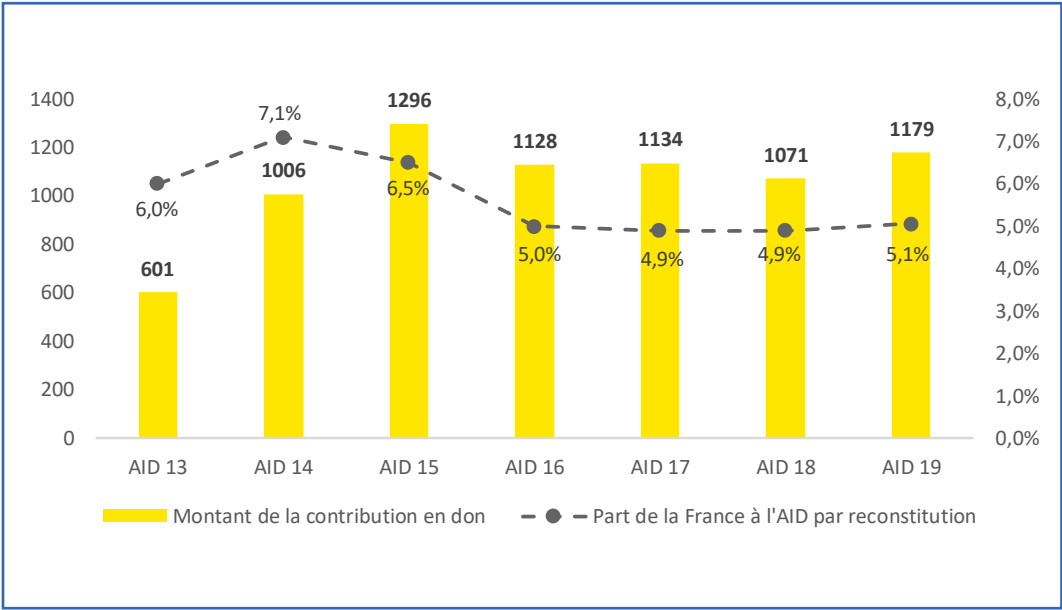
La France demeure le 5^e contributeur à l’AID avec un volume de contribution et une part en progression lors de l’AID19 par rapport aux deux précédentes reconstitutions

La France a contribué à hauteur de **1,18 milliards de DTS à l’AID19, en hausse par rapport à l’AID18** (1,07 Mds DTS) et l’AID17 (1,13 Mds DTS). La part de la France dans le total des contributions par reconstitution a baissé sur le long terme, passant de 8,3 % lors de la première reconstitution, à 5,1 % lors de l’AID19. **Elle a néanmoins progressé lors de la dernière reconstitution par rapport à l’AID17 et l’AID18, où sa part était de 4,9 %.**

La contribution en dons, exprimée en DTS, lors de l’AID19 a connu une progression, atteignant 1,18 milliards de DTS, par rapport à l’AID18 (1,07 milliard de DTS). Exprimée en euros, cette progression correspond à 1,6 Mds € sous l’AID19 (contre 1,3 Mds € auparavant).

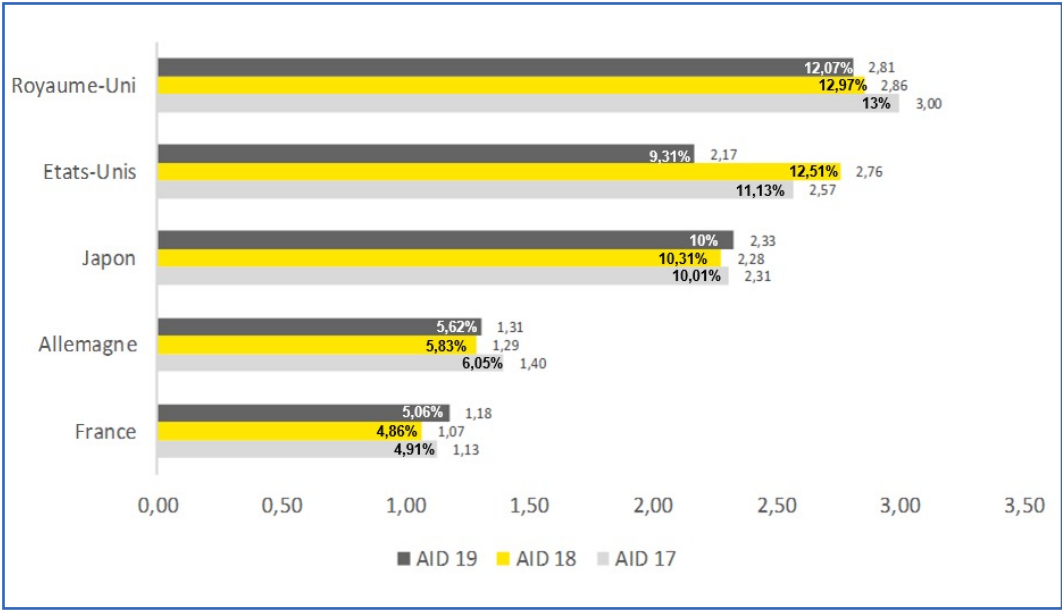
La place de la France comme contributeur en dons à l’AID est stable : elle reste le 5^e contributeur à l’AID, dans un classement dominé par le Royaume-Uni (part de 12 %), suivi par les États-Unis, le Japon et l’Allemagne. À rebours de la progression de la France, contrairement à certains pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis ont vu leur niveau de contribution et leur part régresser depuis l’AID 18.

Figure 1: Évolution des contributions en dons (en millions de DTS) et de la part (en %) de la France à l’AID par reconstitution



Source : Banque mondiale - Elaboration EY

Figure 2: Contributions par pays lors des reconstitutions AID19, AID18 et AID17 (en milliards de DTS) et part de leur contribution (en %)



Source : Banque mondiale - Elaboration EY

Les collaborations opérationnelles avec la Banque mondiale sont également une composante importante du partenariat de la France avec l’AID.

Principales conclusions de l'évaluation

PERTINENCE ET COHÉRENCE DE L'ACTION DE LA FRANCE VIA L'AID

La France continue d'exercer une forte influence à l'AID, bien que certains leviers restent sous-exploités

Les priorités françaises vis-à-vis de l'AID sont perçues comme claires et bien identifiées à la Banque mondiale, même si la France n'a pas actualisé ses priorités à l'égard de ses partenaires multilatéraux depuis la stratégie multilatérale de 2018 et n'a pas mis à jour sa stratégie vis-à-vis de la Banque depuis 2010. Outre un accent marqué sur la prise en compte des enjeux climat et la réponse aux besoins de développement des pays d'Afrique sub-saharienne et des pays fragiles plus spécifiquement, ces priorités s'étendent à de nouvelles thématiques émergentes telles que la biodiversité ou la dette, priorités qui sont aussi celles de la Coopération française dans son ensemble. Dans une moindre mesure, la France est aussi identifiée comme investie sur le genre (toutefois davantage prisé par les pays nordiques), la santé ou l'appui au développement du secteur privé.

L'influence française à l'AID, en progression sous la période AID-18, est restée importante depuis le dernier cycle de restitution. Elle repose en particulier sur le levier institutionnel du partenariat entre la France et la Banque mondiale et le rôle joué par la France dans les instances de gouvernance, ainsi que sur le dialogue entretenu par différentes administrations françaises avec la Banque mondiale. La France a joué un rôle fort sur les sujets précités lors des négociations de l'AID19 et depuis, par exemple via une aide du Trésor français appréciée pour la finalisation de la conception de l'enveloppe FCV, ou bien encore un rôle important sur les sujets climatiques, encore plus remarqué à l'époque compte tenu du retrait des États-Unis, ainsi que sur les questions liées à la dette (assurant un lien avec le Club de Paris). Cette influence large distingue la France d'autres pays qui ont choisi de cibler davantage leurs priorités, à l'image des pays nordiques avec le genre.

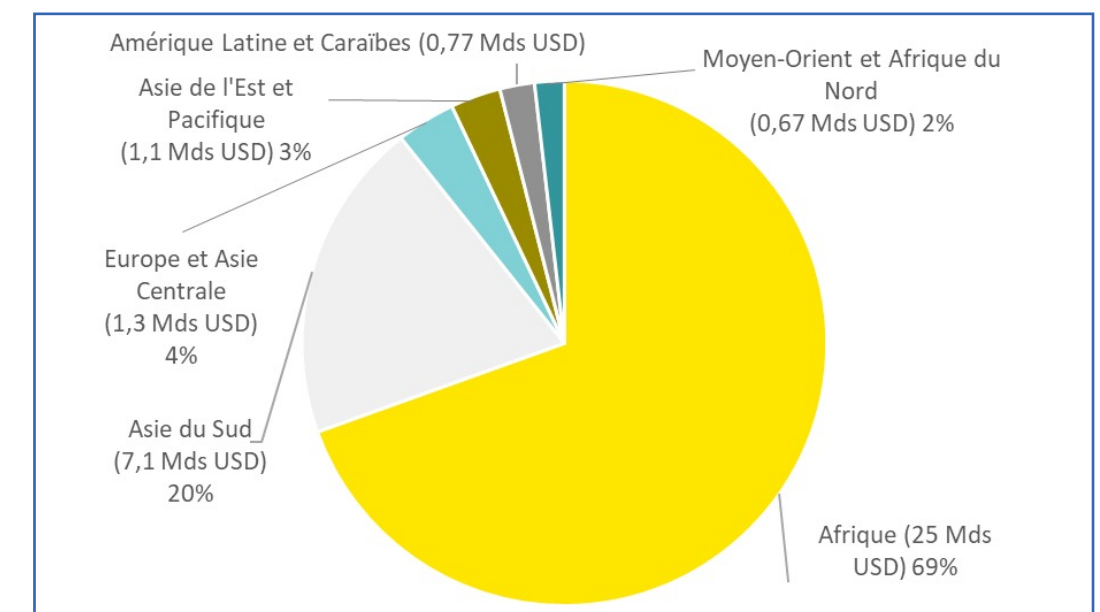
L'influence au siège sur les grandes orientations de l'AID est forte, mais pourrait encore être étendue grâce à plusieurs leviers : l'élaboration d'une stratégie proactive d'influence et de présence française, une moindre fragmentation des acteurs qui interagissent avec l'AID, et un positionnement plus actif sur les fonds fiduciaires. L'influence française reste par ailleurs très inégale sur le terrain, où elle ne permet pas d'orienter la formulation des projets.

Une cohérence croissante des financements de l'AID avec les priorités géographiques françaises

Les financements de l'AID déployés en réponse à la crise de la Covid-19 sont restés cohérents avec les priorités géographiques agréées par les plénipotentiaires et sont allés dans le sens d'une prise en compte croissante de préoccupations spécifiquement françaises, s'agissant surtout de l'Afrique et des FCV. :

L'effort de priorisation à destination de l'Afrique et des pays fragiles (FCV) a été renforcé. Région prioritaire de l'aide française, l'Afrique continue de tirer les financements de l'AID (avec 25 Mds USD sur l'AB 2021, soit une part de 69 % pour la première année budgétaire de l'AID19, contre 64 % sous la période couverte par l'AID18 et 54 % sous AID17). Elle est la seule région ayant bénéficié d'une hausse continue de sa part de financements engagés et décaissés depuis l'AID16. Cette progression est la conjugaison d'une amélioration probable de la performance des pays récipiendaires issue de l'allocation basée sur la performance avec une plus forte allocation à destination de l'Afrique via les fenêtres.

Figure 3: Ventilation géographique des montants engagés durant la première année de l'AID19



Source: AID – Elaboration EY

L'effort de priorisation et de convergence a été très marqué à destination des pays fragiles ou touchés par des conflits, avec 14 Mds USD engagés, un montant en hausse de 275 % sur l'AB21 (par rapport à la même période sous AID18). Les FCV ont bénéficié d'une part en très forte hausse (39 %) par rapport à l'AID18 (25 %), l'AID17 (18 %) et l'AID16 (14 %). Les cinq premiers FCV par volumes d'engagement – le Nigéria, le Soudan, la république démocratique du Congo, le Mozambique et le Niger – se trouvent dans les 10 premiers récipiendaires de l'AB21 ; la hausse des engagements au Soudan et la catégorisation du Mozambique comme pays fragile contribuent à expliquer cette hausse.

L'effort en direction du Sahel, géographie prioritaire agréée lors de la reconstitution de l'AID19, a été maintenu, sans accélération notable (part de 8,3 % sur la 1^{re} année budgétaire AID19 contre 7,9 % lors de la période couverte par l'AID18). Cette relative stabilité masque un repli des engagements dans deux des cinq pays sahéliens (Tchad et Mali), compte tenu de leur situation sécuritaire et politique.

Les priorités d'investissement de l'AID en réponse à la crise de la Covid-19 n'ont pas eu d'inflexion particulière pour d'autres géographies prioritaires pour la France comme les pays d'Afrique francophone (part de 26,7 % pour l'AB21 contre 27 % sous l'AID18) et les Pays Prioritaires (part de 29,5 % pour l'AB21 contre 30,2 % lors de l'AID18), ces derniers ayant déjà connu une prise en compte croissante lors des reconstitutions précédentes.

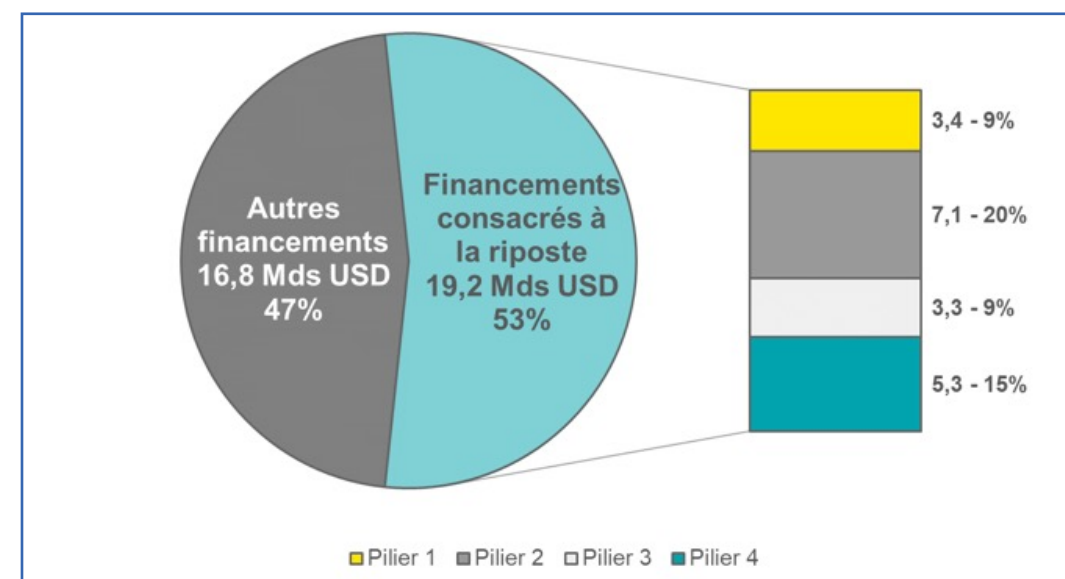
Les financements de l'AID déployés en réponse à la crise de la Covid-19 sont restés cohérents avec les priorités thématiques agréées par les plénipotentiaires, mais ils ont été hiérarchisés pour répondre à l'urgence sociale

L'accent a ainsi été plus marqué sur la préparation aux crises, notamment s'agissant de l'insécurité alimentaire, mettant de côté les thèmes essentiels de la Gouvernance et des Institutions, de l'Emploi et de la Transformation Economique (notamment sur le volet infrastructures) et celui transversal de l'inclusion des personnes handicapées. La crise sanitaire n'a pas remis en cause les priorités mais a instauré une nouvelle hiérarchie dans leur prise en compte.

L'AID19 a consacré une part importante à la riposte face à la crise de la Covid-19:

un peu plus de la moitié des engagements pour des interventions qui restent pour la majorité d'entre elles cohérentes avec les priorités fixées. Elles ont mêlé un premier soutien à des situations d'urgence à des engagements plus structurels dans un second temps, pour préparer la reprise socio-économique. Ces financements ont surtout appuyé deux des quatre piliers de la riposte de la Banque mondiale: la protection des pauvres et des populations vulnérables (20% des financements engagés sous l'AID19, via notamment des filets sociaux, et le renforcement des systèmes de santé) et le renforcement des politiques, institutions et investissements pour reconstruire en mieux (15%, par exemple pour renforcer les marges de manœuvre budgétaires face à la pandémie). Toutefois, le pilier Sauver des vies correspond à des interventions d'urgence non prévues initialement (tests, masques, vaccins), à hauteur de 9% des engagements de l'AID. Au total, les financements de l'AID ont essentiellement contribué à la réponse d'urgence, au renforcement des systèmes de santé et de la protection sociale, notamment via des filets sociaux et plus récemment au soutien à l'économie et au financement de vaccins.

Figure 4: Ventilation des montants consacrés à la riposte, par pilier de riposte, durant la première année de l'AID19, en milliards USD et en part (en pourcentage) du total



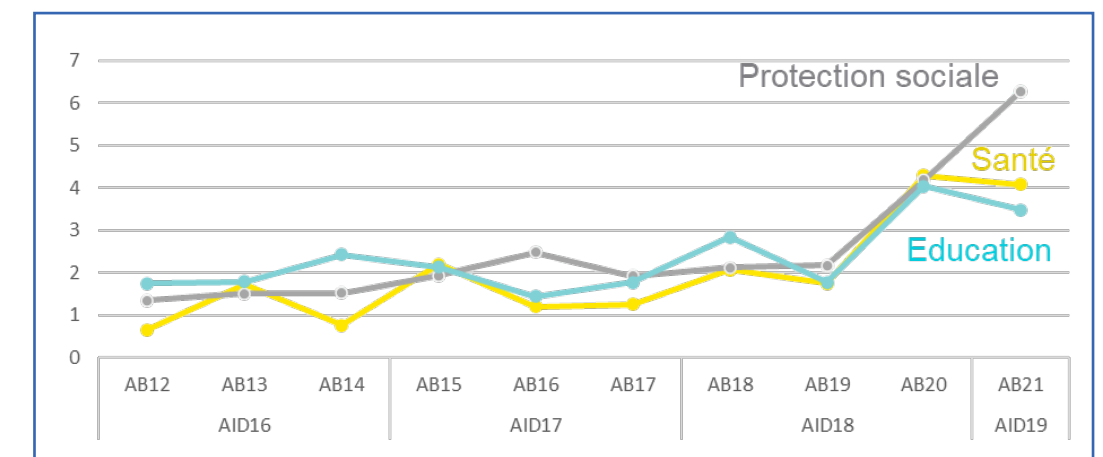
Source: AID – Elaboration EY

Plusieurs de ces soutiens traduisent une réorientation justifiée de l'AID par rapport aux engagements pris lors de la reconstitution de l'AID19, date à laquelle la crise de Covid-19 n'avait pas encore émergé. Ils ont souligné la nécessité d'une prise en compte plus forte du capital humain (recouvrant des enjeux

de santé, d'éducation et de protection sociale), désormais pressenti comme thème principal pour l'AID20, et de la préparation aux crises (nouveau thème transversal). La Reprise en mieux a également pris de l'ampleur dans l'agenda de l'AID.

La crise de la Covid-19 a entraîné une accentuation du poids du secteur social (38% sur la 1^{re} année budgétaire de l'AID19 (13,8 Mds USD) contre 33% sous l'AID18), tiré par l'accélération de l'appui à la protection sociale (17% pour l'AB21, contre 11% sous l'AID18) qui a gagné en importance comme domaine prioritaire par rapport à ce qui était prévu initialement. Ce rééquilibrage s'est fait au détriment des infrastructures, notamment énergétiques.

Figure 5: Évolution des volumes de financements engagés dans les secteurs sociaux par année budgétaire, en Mds USD



Source: AID – Elaboration EY

Des avancées sur le climat et le genre, et du retard pris sur la biodiversité par rapport à l'ambition initiale de l'AID

Parmi les thèmes promus par la France lors des reconstitutions de l'AID19 et après, figurent en particulier le climat et la biodiversité (soutien de plus en plus marqué) et dans une moindre mesure, le genre.

La crise Covid-19 a entraîné une mobilisation stratégique plus forte qu'espérée sur le climat qui s'est matérialisée par un nouveau plan d'action et l'atteinte de l'objectif de 30% de co-bénéfices climat pour l'année budgétaire 2021 (une part stable par rapport à l'année précédente), dont 64% consacrés à l'adaptation, dépassant l'objectif fixé à 50%. L'AID a mis en place début 2021 les pilotes de son Système de Notation de la Résilience des projets vis-à-vis des risques climatiques. La crise a entraîné un ajustement des ambitions climatiques de l'AID: elle a poussé à reléguer les projets d'infrastructure durable au profit des secteurs sociaux, rendu certains engagements difficiles à atteindre (par exemple, l'inclusion d'un indicateur climat parmi les projets présentant plus de 20% des co-bénéfices climats), et a favorisé les projets de protection sociale adaptative et les plans de relance verts. Des défis subsistent concernant les cibles fixées, qui peuvent paraître moins ambitieuses en comparaison d'autres bailleurs comme l'AFD ou de la performance de l'AID constatée, concernant le reporting au niveau pays sur les sujets Climat ou l'alignement avec l'Accord de Paris.

Des progrès notables ont été réalisés sur la biodiversité, thème prioritaire de la France, malgré un certain retard sur l'ambition initiale de l'AID19. La biodiversité est citée pour la première fois dans un rapport de reconstitution, tandis que la

Banque Mondiale publie pour la première fois un document d'orientation sur la biodiversité et les écosystèmes. Un engagement lui est également consacré : soutenir au moins 15 pays d'ici la fin de l'AB 2022 dans la mise en œuvre et la mise à jour de leurs stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité terrestre et marine. La déclinaison opérationnelle de cet engagement a toutefois pris du retard et celui-ci a été finalement ajusté en juin 2021. D'autres limites sont observées, révélant des possibilités d'amélioration : le nombre limité de cibles liées à la biodiversité dans le RMS, et la mise en avant encore limitée de la biodiversité dans l'agenda et les réflexions de l'AID. La biodiversité ne bénéficie pas de section dédiée dans le document de reconstitution de l'AID19, de plan d'action, ni de méthodologie de mesure des co-bénéfices liés à la biodiversité. On constate également un déficit d'articulation avec les travaux sur la Route de Kunming en vue de la COP15.

L'AID a fait preuve d'une mobilisation plus forte qu'espérée sur le genre, en dépassant largement la cible de 60% de projets financés comprenant une chaîne de résultats fondée sur l'analyse des inégalités de genre et aboutissant à des actions aux résultats mesurables (79% en Mars 2021). La dimension genre a été incorporée dans la riposte de l'AID, principalement sous l'angle de la santé et de la protection sociale. Son intégration est moins visible dans les thématiques d'emploi et de numérique, qui sont pourtant amenées à jouer un rôle capital dans la relance.

La Banque Mondiale a révisé sa stratégie d'assistance stratégique à l'intégration et à la coopération régionale 2018-2023 après une revue à mi-parcours en décembre 2020. L'aménagement de la stratégie va dans le sens d'une augmentation des moyens d'action. Cela inclut le passage à l'échelle continentale, alors que la stratégie était auparavant limitée à l'Afrique subsaharienne, et l'adaptation des piliers stratégiques à la crise de la Covid-19. La fenêtre régionale a été reconstituée à hauteur de 7 Mds USD, un montant record avec une extension de ses domaines d'action.

Un dialogue stratégique entre la France et l'AID important, mais relativement fragmenté parmi les acteurs français

L'importance du dialogue stratégique entre la France et l'AID s'est matérialisée au niveau bilatéral et dans plusieurs sommets internationaux. Une plus forte convergence est à noter concernant la thématique du climat.

Cette articulation souffre toutefois de certains écueils. Les relations institutionnelles avec l'AID sont nouées de manière davantage individuelle que sous une bannière « *Équipe France* » par les différents acteurs français. Des opportunités manquées de collaboration existent. Ceci est dû notamment au fait que la France contribue faiblement aux fonds fiduciaires de la Banque mondiale. De son côté, la Banque est en recul du Sommet Finance en Commun au niveau stratégique) ou parfois un sentiment de concurrence (par exemple s'agissant du rôle d'agent partenaire du Partenariat mondial pour l'éducation).

Un rapprochement des cadres stratégiques entre l'AID/la Banque et la France est à souligner aux niveaux du climat, du Sahel et de la riposte à la crise.

En particulier, les réponses données à la crise de la Covid-19 par l'AID sont relativement convergentes avec la riposte française et ses priorités. Le virage climatique entrepris par la Banque ouvre la voie à de nouvelles opportunités de collaboration, tandis que l'AFD a collaboré à plusieurs plans d'action avec la Banque au Sahel.

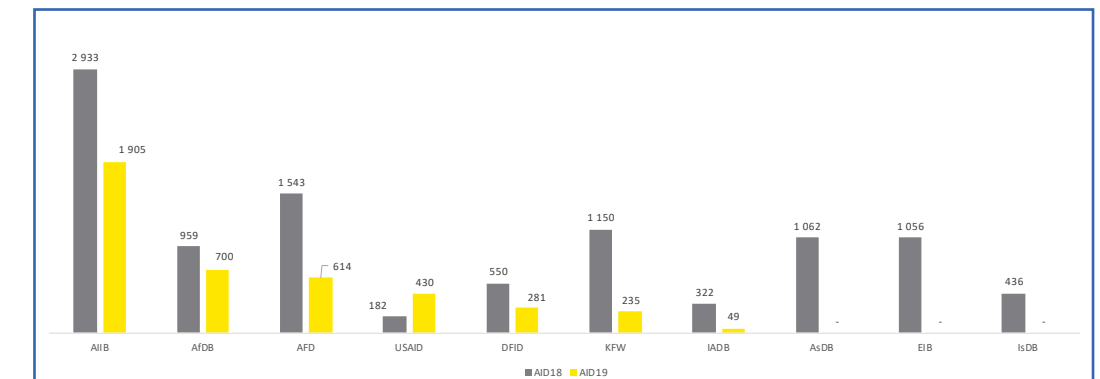
Comme la riposte de la Banque Mondiale, la riposte Santé en commun de l'AFD se fonde sur des contributions aux plans nationaux de réponse à la

Covid-19 des pays africains, notamment via des appuis budgétaires. Un axe lui est davantage spécifique : le renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique.

Une relation privilégiée au niveau opérationnel entre l'AFD et la Banque mondiale, mais des cofinancements en croissance qui bénéficient moins aux pays AID qu'aux PRI bénéficiaires de financements de la BIRD

L'AFD et la Banque mondiale sont réciproquement des partenaires importants, ce qui a prévalu pendant la période Covid-19. **L'AFD demeure le premier partenaire bilatéral de l'AID et de la BIRD en termes de cofinancements.** Pour l'AFD, la Banque Mondiale représente le premier partenaire de cofinancements, avec un renforcement des collaborations en 2020-2021. La part des engagements de l'AFD dans l'ensemble des engagements en cofinancement des partenaires de la Banque Mondiale se stabilise.

Figure 6 : Partenaires AID/BIRD en volumes de cofinancements engagés par les partenaires sous l'AID18 et l'AID19, en MUSD¹²



Source : AID – Elaboration EY

Les études de cas pays confirment cette bonne articulation entre les deux institutions. L'articulation est particulièrement forte en Côte d'Ivoire où elle se fonde sur un diagnostic partagé, une communication étroite et donne lieu à plusieurs cofinancements. Au Burkina Faso, l'articulation se fait davantage au niveau des sièges et de l'Alliance Sahel. Au Kenya, la coprésidence du Groupe Partenariat favorise le dialogue, bien que les cofinancements soient rares du fait des ressources importantes de la Banque Mondiale.

Cependant, une baisse des engagements issus de l'AID dans les cofinancements de la Banque Mondiale avec l'AFD est constatée, au profit de la BIRD, d'après les données de l'AID. **Cette évolution interroge sur le type de pays priorisé en ce début d'AID19 et sur la capacité et l'opportunité d'apporter une réponse financière conjointe aux enjeux soulevés par la crise de la Covid-19 dans le contexte des pays éligibles à l'AID.** Ce retrait se manifeste également par une baisse du nombre de projets co-financés avec l'AID sous l'AID19, malgré le maintien d'une coordination fructueuse au niveau des portefeuilles de projets déjà engagés.

12 – L'AID19 comprend ici uniquement la première année de l'exercice, l'année budgétaire 2021, jusqu'au 30 juin 2021.

EFFICACITÉ DE L'AID DANS SA RÉPONSE À LA CRISE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA FRANCE

Une riposte à la crise de la Covid-19 d'envergure, agile et coordonnée, en dépit de retards dans l'appui à l'acquisition et à la distribution de vaccins

L'AID a apporté une réponse importante dédiée à la crise de la Covid-19, conjuguant financements d'urgence et appui à la reprise. **Plus de la moitié des financements d'urgence ont bénéficié à deux des quatre piliers de la riposte: le renforcement des politiques, institutions et investissements pour reconstruire en mieux et la protection des pauvres et populations vulnérables.**

Un important effort a été effectué en termes d'agilité. L'AID a fait preuve d'adaptation dans les ajustements apportés dans l'emploi des ressources et l'activation de mécanismes phares lors de la riposte. Plusieurs outils de réponse aux crises sont mobilisés: l'approche programmatique multi-phase, la facilité de financement d'urgence en cas de pandémie, l'activation de la composante d'urgence CERC et de l'option de prêt différé en cas de catastrophe. Des efforts ont aussi été entrepris au niveau des modèles d'intervention pays pour prioriser les interventions en réponse à la crise et préparer l'après-crise pour reconstruire en mieux. L'AID a aussi connu des transformations organisationnelles importantes durant la crise sanitaire. Des mesures adaptées ont été mises en place pour assurer la continuité des opérations, comme la digitalisation et le télétravail.

L'AID s'est engagée de manière coordonnée et ambitieuse dans l'appui à l'acquisition et à la distribution de vaccins, qui tarde toutefois à produire leurs effets. **La vaccination constitue à ce titre le principal écueil de la riposte, victime de goulots d'étranglement et d'un déploiement trop lent.** En Septembre 2021, moins de 10% de la population était vaccinée en moyenne dans les pays éligibles à l'AID, contre plus de 40% dans le reste du monde, pour un objectif de 23% d'ici fin 2021.

Une bonne performance en règle générale pour répondre aux enjeux structurels d'efficacité

Malgré des possibilités d'amélioration, l'AID est proactive dans la recherche d'harmonisation et d'alignement. Ceci a été particulièrement vrai dans le contexte d'urgence associé à la crise de la Covid-19. Au niveau international, la Banque a démontré sa capacité à agir en collaboration sur la question de la crise sanitaire en s'impliquant dans le mécanisme ACT-A aux côtés de l'OMS, puis en juin 2021 dans l'AVATT aux côtés de l'Union Africaine et dans un groupe de travail avec le FMI, l'OMS et l'OMC, deux initiatives dédiées au déploiement de la vaccination. Au niveau pays, elle joue un rôle actif dans la coordination avec les autres bailleurs, même si des objectifs plus ambitieux en termes de cible pourraient être pris. Son mandat reste toutefois à clarifier, en particulier sur la sécurité alimentaire et la préparation aux crises, et sa politique de partenariats à rendre plus visible et structurée. **L'alignement avec les pays récipiendaires est satisfaisant** et dépasse les objectifs fixés par l'AID; il semble avoir été renforcé par le soutien de la Banque aux ripostes nationales.

La crise sanitaire n'a pas fondamentalement changé l'équilibre des instruments, marqué par une prédominance des IPF (69%). **Le maintien d'un haut niveau d'appuis budgétaire** (19%) depuis l'AID18 témoigne d'une recherche d'alignement avec les plans nationaux de riposte, au détriment de la traçabilité de l'aide.

La diversification du modèle financier s'est effectuée à un rythme moins avancé que prévu. La révision du total des financements de l'AID19 à 71 Mds USD (au

lieu des 82 Mds prévus initialement) implique que la part des donateurs sera plus élevée que prévue. De même, les fenêtres ont été moins mobilisées que prévu en début d'AID19, alors qu'elles avaient été très utilisées lors de la fin de l'AID18.

Le guichet régional et le mécanisme de financement complémentaire sont à ce stade les fenêtres les plus mobilisées. Le guichet pour le secteur privé a renforcé son orientation vers l'Afrique et les FCV, géographies prioritaires de la France, tout en montant en puissance, mais des axes d'amélioration existent: plus de moyens dans l'identification de projets, des cibles plus réalistes, davantage de compatibilité avec l'Accord de Paris.

Des engagements favorables aux attentes françaises pour accroître la décentralisation sont à relever (cible du personnel sur le terrain réhaussée à 55% contre 45%), y compris dans les FCV. Dans la pratique, une progression du personnel sur le terrain est observée en Afrique (+31% à Mai 2021, par rapport à l'AB 2017) et en pays fragiles (+55%), mais la part du personnel présent en FCV est encore faible (8,3%) malgré la plus forte augmentation relative.

Malgré des lenteurs signalées, **le taux de décaissement reste stable** (autour de l'objectif annuel de 20%). L'enjeu de conciliation d'un taux raisonnable de décaissement avec la nécessité d'une aide de qualité mériterait une attention plus importante. La qualité du suivi-évaluation a connu une évolution modérée durant les derniers exercices budgétaires. Aucun développement particulier n'est à signaler concernant l'assouplissement des conditionnalités.

Elle contribue enfin à la maximisation de l'impact de l'aide française sur le développement dans les pays récipiendaires mais de manière plus contrastée sur l'AID19: l'effet de levier des contributions des donateurs sur la capacité de financement de l'AID, moindre que prévu, est équivalent à celui de l'AID18, et l'effet de levier est en deçà de l'AID18 au niveau des co-financements avec l'AFD. En revanche, l'effet catalyseur sur les investissements du secteur privé est renforcé.

L'articulation entre réponse à la crise et objectifs de long-terme a fait l'objet d'une élaboration théorique mais manque encore de déclinaison opérationnelle

Au niveau stratégique, la riposte de la Banque Mondiale prend opportunément en compte différents horizons temporels permettant d'intégrer des perspectives de développement de long-terme dans les mesures de soutien économique et sanitaire. L'AID a alimenté cette réflexion en proposant sa propre déclinaison stratégique de la reprise en mieux, en insistant sur les convergences entre les objectifs des thématiques prioritaires de l'AID19 et les réponses à donner à la crise.

Cette réflexion **sur la reprise en mieux souffre toutefois à ce stade d'un manque de déclinaison opérationnelle. D'autres écueils ont été constatés au niveau opérationnel** à l'image d'une pression au décaissement qui peut inciter à appuyer des programmes trop éparpillés, au recours de l'appui budgétaire et ce au détriment d'un appui plus ciblé et qualitatif (ex: au Kenya) ou bien encore de la lenteur et lourdeur du mécanisme COVAX jusqu'ici.

L'étude de l'efficacité et des impacts de la réponse de l'AID durant la période couverte par la 19^e reconstitution se heurte à ce stade à un manque de recul. Une étude de l'IEG (Bureau Indépendant d'Évaluation de la Banque mondiale) est actuellement en cours sur le sujet.

Pour mieux adapter les réponses à la Crise, des réallocations de fonds importantes ont été toutefois introduites au niveau des fenêtres vers le Mécanisme de réponse des crises (dès avril 2020) **et au niveau pays** pour prioriser les interventions en réponse à la crise et préparer l'après-crise (nouveau ou financement additionnel,

ajustements sur le séquençage des opérations de portefeuille, aménagements des Cadres de Partenariat Pays). Des mécanismes et facilités d'urgence ont permis de gagner en efficacité, avec une meilleure agilité et une simplification des procédures. Par exemple, l'activation de composantes pour la gestion de crise au sein de projets a réduit des procédures et exigences fiduciaires.

Les études de cas pays font état de situations contrastées en fonction des contextes nationaux. Elles montrent néanmoins qu'après un financement d'urgence initial concentré sur la réponse à l'urgence sanitaire, la réponse à la crise s'est combinée avec des interventions structurelles, notamment sur les thématiques de sécurité sociale et d'accès des entreprises au financement. Les appuis budgétaires ont été fortement utilisés et complétés par des financements plus ciblés. Les enjeux climatiques, en dehors de l'importance croissante de la sécurité sociale adaptative, ne sont à ce stade pas prioritaires dans les interventions soutenant la reprise.

Des avantages comparatifs accentués pendant la crise mais une réflexion plus approfondie sur le rapport coût-bénéfice de l'AID s'impose sur des thèmes qui ont pris une importance croissante

Sur un plan qualitatif, les acteurs interrogés s'accordent sur des avantages comparatifs de l'AID, accentués pendant la crise, à savoir sa force de frappe financière, multi-pays et multi-sectorielle, sa capacité à répondre efficacement à la crise tout en incorporant des perspectives de long-terme avec des réponses à des besoins protéiformes, sa réactivité (mais à rebours des situations différenciées selon les pays dans le décaissement de l'aide) et une expérience significative dans la préparation et la réponse aux crises.

Cependant, l'AID n'a pas conduit de travail approfondi sur sa « *value for money* » depuis la crise Covid-19, bien que son intervention au cours des deux dernières années ait renforcé l'intérêt d'une réflexion plus approfondie sur la division du travail et les synergies souhaitables avec d'autres organisations internationales sur certains thèmes particulièrement investis pendant la crise, à l'instar de la sécurité alimentaire et de la préparation aux crises (nouveau thème transversal pour l'AID20). L'intervention de l'AID dans le domaine la santé ou bien encore la finance climat pose aussi la question de la délimitation des champs d'action sur ces thèmes avec d'autres acteurs, dans un paysage marqué par la multiplication des donateurs, notamment les fonds verticaux (Fonds mondial, Fonds Vert pour le Climat, etc.).

La crise sanitaire et le raccourcissement du cycle ont compromis les ambitions de l'AID19 sur un grand nombre de cibles de développement, qui ont été ajustées à la baisse

D'importants ajustements ont été effectués en Mars 2021, dont une majorité à la baisse, au niveau des cibles des objectifs inclus dans le Système de Mesure des Résultats de l'AID, sur la base des progrès effectués durant les huit premiers mois de l'AID19. Pour une grande part, **ces ajustements se sont faits proportionnellement au raccourcissement de l'AID19.** Parmi les engagements politiques, les thématiques du climat, des FCV et de la gouvernance sont les plus affectées par ces ajustements. Parmi les indicateurs de deuxième niveau, qui reflètent les résultats des interventions de l'AID, la majorité des cibles ont été ajustées à la baisse, le thème de la croissance étant le plus affecté.

Recommandations

L'évaluation formule **5 grandes recommandations**, élaborées sur la base des conclusions de l'évaluation. Ces recommandations sont assorties de recommandations plus spécifiques et opérationnelles qui identifient les leviers et moyens possibles pour les mettre en œuvre. Celles-ci sont de deux sortes : soit de continuité (fond gris), soit de rupture (fond jaune clair). Le degré de priorité des recommandations est également précisé.

Recommandations		Priorité
I - POSITIONNEMENT : Faire évoluer le positionnement français à l'AID en termes de priorités à promouvoir lors des négociations, et à soutenir au cours de l'AID-20 pour :		
1	Maintenir et accentuer le soutien aux géographies prioritaires, en particulier le Sahel : - En poussant l'AID à s'engager sur des cibles plus ambitieuses, - En renforçant la vigilance sur les pays prioritaires dans le suivi/ le pilotage de la contribution française, - Et en soutenant les réflexions sur les modalités de soutien de l'AID aux pays fragiles.	Forte Forte Moyenne
2	Conserver un positionnement large et porter une attention marquée sur les autres sujets de long terme d'intérêt pour la France (climat, genre, dette, capital humain) et s'impliquer dans ce cadre dans les réflexions autour de la « reprise en mieux »	Forte
3	Se positionner en chef de file sur la thématique de la biodiversité, au premier plan des préoccupations françaises	Forte
II - FINANCEMENT : Maintenir la contribution en tant que levier d'influence fort et parce que l'AID est un acteur multilatéral clé tout en :		
1	Soutenant l'AID dans la diversification prudente des ressources et dans l'optimisation du bilan	Forte
2	Etudiant l'option de renforcer la contribution à des fonds fiduciaires ciblés (PROBLUE, programme mondial sur la durabilité) et en optimisant la contribution française à ces fonds, sur la base d'une conclusion d'une évaluation plus large portant sur la contribution française aux fonds fiduciaires dans les organisations multilatérales	Forte
III - PILOTAGE/ COMMUNICATION/ VISIBILITE : renforcer la vision française, sa voix unique, sa coordination entre acteurs, ses leviers d'influence		
1	Renforcer l'« Équipe France » dans l'articulation avec l'AID/ la Banque mondiale	Forte / moyenne (selon recos opérationnelles)
2	Renforcer la mobilisation d'autres leviers au service de l'influence française	Forte / moyenne (selon recos opérationnelles)

Recommandations		Priorité
IV – PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE: Renforcer la prise en compte de l’AID sur des enjeux de performance organisationnelle attendus par la France		
1	Suivre les cibles de décentralisation du personnel de l’AID tout en l’incitant à intégrer de nouvelles cibles dans les FCV	Forte
2	Inciter l’AID à réintroduire un plan d’action pour combiner l’accélération des décaissements avec une aide plus qualitative ainsi qu’à prendre part à des réflexions au niveau international sur ce double impératif	Forte / moyenne (selon recos opérationnelles)
3	Inciter l’AID à renforcer sa politique des partenariats et sa redevabilité avec d’autres acteurs et instances internationaux	Forte / moyenne (selon recos opérationnelles)
4	Inciter l’AID à soutenir des plateformes de coordination dédiées au financement du développement et à assumer un rôle de chef de file	Moyenne
V – PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE: Préconiser la rationalisation des fenêtres, soutenir des positions différenciées selon des fenêtres (proactive pour une réforme de la PSW, prudente sur l’évolution de la CRW) tout en plaidant pour une expérimentation (0,5 %) de financements en monnaie locale		
1	Soutenir la rationalisation des fenêtres	Forte
2	Être force de proposition auprès de l’AID pour que les montants alloués par fenêtre soient les plus favorables possibles aux priorités françaises en défendant des positions offensives sur la fenêtre PSW et prudentes sur l’évolution de la fenêtre de réponse aux crises	Forte
3	Soutenir à titre pilote le financement en monnaie locale (à hauteur de 0,5%)	Moyenne

RECOMMANDATION I – FAIRE ÉVOLUER LE POSITIONNEMENT FRANÇAIS À L’AID EN TERMES DE PRIORITÉS À PROMOUVOIR LORS DES NÉGOCIATIONS ET À SOUTENIR AU COURS DE L’AID-20

Constats / éléments de contexte

Les priorités françaises sont bien identifiées à l’AID et la France a obtenu au cours des dernières années des résultats satisfaisants dans la prise en compte renforcée de sa priorité donnée aux pays fragiles. L’évaluation estime que l’accent doit être maintenu sur cette priorité compte tenu des besoins forts de ces pays, notamment dans la zone Sahel, et un enjeu serait que l’AID s’engage sur des cibles plus ambitieuses sur ces géographies prioritaires.

Sur le plan thématique, le climat, thématique sur laquelle la France a mis l’accent au cours des reconstitutions précédentes, reste un sujet d’importance néanmoins largement pris en charge au sein de la Banque et parmi les principaux contributeurs. Sans mettre de côté la prise en compte de ces enjeux climatiques, sur lesquels l’AID doit encore avancer, la France gagnera à recentrer son soutien en mettant désormais l’accent sur la biodiversité. Ce positionnement lui permettra de se démarquer, tout en poursuivant son soutien complémentaire aux sujets climatiques, ceci notamment dans les perspectives des COP15 et 26.

Enfin, ce positionnement plus ciblé doit s’accompagner d’un appui plus large, apprécié par la Banque, sur tous les sujets de long terme d’intérêt pour la France (climat, genre, dette, capital humaine), ce qui doit amener la France à prendre part aux réflexions autour de l’opérationnalisation de la « reprise en mieux ».

CONTINUITÉ	Priorité
Sous-recommandation I.1: maintenir et accentuer le soutien aux géographies prioritaires, en particulier le Sahel en poussant l’AID à s’engager sur des cibles plus ambitieuses, en renforçant la vigilance sur les pays prioritaires dans le suivi/ le pilotage de la contribution et en soutenant les réflexions sur les modalités de soutien aux pays fragiles	Forte

Cette première sous-recommandation relative aux priorités géographiques à mettre en œuvre dans le cadre de l’AID-20 se décline en trois enjeux clés pour la France, pour lesquels différents leviers sont envisagés pour la fois sécuriser et accélérer à la prise en compte de ces enjeux. Il s’agit de :

- I.1.1 Pousser l’AID à s’engager sur des cibles plus ambitieuses concernant les géographies prioritaires (Afrique, FCV, Sahel):**
- **Inciter l’AID à dédier deux tiers des financements a minima à l’Afrique lors de l’AID20:** Préconiser une hausse sensible à 66 % a minima de la part allouée à l’Afrique pour soutenir la trajectoire ascendante en faveur de cette région, cela étant justifié par ailleurs au regard de la part allouée lors de la première année de l’AID19 (69%).

• **Inciter l’AID à consacrer 40% a minima aux FCV lors de l’AID20**

• **Militer pour une enveloppe de 10% a minima à destination du Sahel en attirant l’attention sur la nécessité d’un meilleur décaissement de l’aide, et défendre des cibles de développement** comme celle de « soutenir 30 % des pays AID couvrant a minima 50% des pays du Sahel en situation de fragilité et de conflit (avec des portefeuilles actifs) pour établir et/ou renforcer des fonctions gouvernementales de base qui facilitent l’efficacité, l’inclusion et services publics réactifs, améliorer la transparence et la responsabilité et/ou promouvoir la résilience ».
- I.1.2 Soutenir les réflexions sur les modalités de soutien aux pays fragiles:** Mener une réflexion sur les capacités d’absorption des bénéficiaires en FCV, la nécessité de renforcer leurs capacités techniques et s’interroger sur la meilleure modalité de l’aide tout en questionnant le juste milieu à trouver concernant l’assouplissement

Moyenne

des procédures de la Banque mondiale dans un contexte FCV/ sahélien et de (post)-crise particuliers.

I.1.3 Avoir une vigilance sur les pays prioritaires et pays francophones dans le suivi/ le pilotage de la contribution: communiquer à l’AID ses attentes (objectifs indicatifs de 30% en faveur des pays prioritaires de 27%-30% en faveur des pays d’Afrique francophone) concernant d’autres géographies prioritaires (PP et Afrique francophone) et assurer un suivi.

Forte

Sous-recommandation I.2: Conserver un positionnement large, par ailleurs apprécié par la Banque, c’est-à-dire continuer à appuyer l’AID sur tous les sujets long terme d’intérêt pour la France (climat, genre, dette, capital humain) et s’impliquer dans ce cadre dans les réflexions autour de la « reprise en mieux »

L’attention et le soutien que doit apporter la France aux enjeux d’une reprise durable, inclusive et résiliente s’articulent autour de plusieurs sujets:

I.2.1 Les secteurs économiques dont la part dans les financements de l’AID et les ambitions dans ce domaine sont à renforcer dans un contexte de reprise et de probable demande croissante des pays récipiendaires, ce qui impliquera de:

- Réactiver les investissements en faveur des projets d’infrastructures différés pendant la crise et y intégrer dans le concept d’infrastructure de qualité autant que possible une composante verte et résilient, tout en incitant l’AID à rehausser ses cibles concernant les investissements à réaliser dans des infrastructures de qualité dans des pays fragiles et l’appui à la création de meilleurs emplois et à des secteurs à fort potentiel en matière de transformation économique, inclusive et durable (en visant à toucher au moins 25 pays contre 20 prévus¹³)
- Inciter l’AID à renforcer les efforts pour l’inclusion digitale et les risques à prévenir (ex: exclusions de certains publics), ainsi que son appui à la gouvernance, notamment la transparence de la dette et à insister auprès des gouvernements récipiendaires sur la nécessité d’une meilleure traçabilité des financements apportés par l’AID
- Inciter l’AID à stabiliser lors de l’AID20 la part et volumes de ses financements à destination de l’éducation, de l’agriculture et développement rural (en déclin au cours de l’AID19)

I.2.2 Le dispositif d’outils de gestion de crise¹⁴, qui sera à évaluer pour en tirer les enseignements sur la part et les formes que doit prendre la réponse aux crises dans son modèle futur.

I.2.3 L’inclusion du genre, à renforcer notamment sur les thématiques de l’emploi et de la digitalisation: rehausser et élargir des cibles de développement en matière d’inclusion digitale et de l’emploi des femmes dans les infrastructures¹⁵, inciter l’AID à renforcer son rôle comme coordinateur de plateforme pays dans la coordination de l’aide en appui aux femmes et l’inciter à produire des rapports pays en ce sens (ex: dans 20 pays).

13 – Cible envisagée à l’issue de l’AB21.

14 – Comme la facilité de financement d’urgence des pandémies, la fenêtre CRW, l’option de prêt différé en cas de catastrophe.

15 – En matière d’inclusion digitale: « au moins 50 opérations AID (en lieu et place de 30) en matière de développement du digital, d’inclusion financière, socio-économique, d’égalité d’accès à des services de base de qualité, de renforcement de capital humain et de soutien à l’entrepreneuriat numérique et à l’écosystème local ou bien encore en appui à la recherche et aux technologies innovantes ». Soutenir le rehaussement de la cible en matière d’emploi des femmes dans les infrastructures (fixée à 35% pour l’AID20 contre 30% lors de l’AID19) voire proposer une cible plus ambitieuse (40%).

I.2.4 La maximisation de l’impact de son action sur le développement

notamment: soutenir un effet de levier plus important pour les donateurs par rapport à AID19 à contribution presque égale, inciter à une plus forte part AID dans ces co-financements AFD-Banque mondiale en réalisant davantage de co-financements dans les pays éligibles à l’AID, amplifier l’appui à la mobilisation des ressources domestiques, soutenir les efforts de mobilisation du capital privé et les efforts conjoints en termes de financement climat, soutenir des cibles de développement¹⁶.

RUPTURE	Priorité
Sous-recommandation I.3: se positionner en chef de file sur la thématique de la « biodiversité », au premier plan des préoccupations de la France, en complémentarité/ cohérence avec les enjeux « climat »	Forte
I.3.1 Accélérer la prise en compte des enjeux de biodiversité et enjeux connexes en renforçant l’engagement de l’AID et sa redevabilité	Forte
• Faire en sorte que la biodiversité soit davantage prise en compte par l’AID (inciter à une section dédiée dans le document final de la reconstitution, un renforcement des cibles dans le RMS, d’un plan d’action dédié à la méthodologie et d’une méthodologie pour tracer les co-bénéfices biodiversité, la présentation de travaux menés « Sur la route de Kunming », et à la production d’autres durant la période couverte par l’AID20) • Inciter l’AID à s’aligner avec les engagements et réflexions internationales, notamment le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020 • Identifier l’opportunité d’ajouter au RMS des cibles nouvelles pour avoir des engagements plus explicites et ambitieux sur des sujets comme les solutions basées sur la nature, la biodiversité et les écosystèmes¹⁷ • Proposer des initiatives à cet effet centrées sur la Biodiversité: ré-axer le prochain One Planet Summit sur ce thème et associer la Banque mondiale; prévoir des side events lors des Assemblées de la Banque ou en liaison avec la BM lors d’autres événements internationaux (G7, perspectives de la COP 15 et COP26: évènement à haut niveau en octobre, réunion d’adoption du cadre de l’après-2020 fin avril-début mai 2022); Associer des représentants de l’AID à des prochaines réunions de la Plateforme Biodiversité: étudier l’opportunité d’accroître la contribution française à des fonds fiduciaires (PROBLUE, Programme mondial sur la durabilité); Inciter la	

16 – Pour l’effet de levier: « Chaque dollar apporté par les donateurs de l’AID en génère 3,6 pour la capacité de financement de l’AID20 (contre 3 pour l’AID19 et l’AID18) ». Pour la mobilisation des ressources domestiques: appuyer plutôt 20 pays AID au lieu de 15 (comme proposé en juin 2021) à renforcer leurs capacités de mobilisation de ressources domestiques). Pour la mobilisation du capital privé: « Pour un dollar engagé par le guichet secteur privé de l’AID, 6 dollars sont mobilisés par les entreprises du secteur privé ».

17 – Parmi elles: s’engager à définir des approches stratégiques institutionnelles pour intégrer davantage la nature (écosystèmes et biodiversité) dans les analyses, évaluations, conseils, investissements et opérations d’ici 2025 (en lien avec les engagements pris par les BMD dans leur déclaration sur la nature); Soutenir des gouvernements clients (a minima 20) pour réviser leurs stratégies nationales de biodiversité et plans d’actions selon le cadre post-2020; Soutenir des pays (a minima 20 plutôt que la cible proposée par l’AID de 15) pour sécuriser leurs ambitions de mettre en place des solutions basées sur la nature, à travers leurs plans et stratégies, incluant les stratégies de long terme, les contributions nationales déterminées, les plans d’adaptation nationale, les cibles de neutralité de dégradation de la terre.; Soutenir des projets d’adaptation basée sur les écosystèmes dans au moins 20 pays; Réaliser un suivi des engagements pris au niveau international (ex: cadre post-2020, Déclaration conjointe des BMD sur la nature).

Banque à concrétiser ses engagements pris dans le cadre de la Grand Muraille Verte pour le Sahel.

I.3.2 Accompagner en parallèle l’AID dans la poursuite de ses efforts en faveur du climat

Forte

- **L’inciter à dépasser la cible de 35% de co-bénéfice climat (à 40% voire 50% après la COP26)** telle que prévue dans le récent plan d’action climat de la Banque mondiale, tout en visant un **objectif réhaussé en appui à l’adaptation** (de l’ordre de 65% a minima, en considérant qu’il a été de 64% sur l’année budgétaire 2021). L’inciter à poursuivre ses efforts sur l’adaptation (plutôt que l’atténuation), ce qui est complémentaire au positionnement de l’AFD davantage sur l’atténuation¹⁸
- S’assurer que les engagements pris par la Banque mondiale en faveur **de l’alignement des financements avec les objectifs de l’Accord de Paris** se concrétisent et donnent lieu à un exercice de redevabilité régulier.
- **Introduire une cible** visant à la mise en œuvre de rapports pays Climat et Développement dans au moins 50% des pays d’intervention de l’AID.
- **L’inciter à poursuivre son implication dans des instances internationales et à en assurer une redevabilité** (One Planet Summit; travaux méthodologiques BMD-IDFC, rapprochement progressif au niveau stratégique du Finance in Common; liens à établir avec Finance for Tomorrow¹⁹ sur la Finance Durable)
- **Inciter l’AID à renforcer ses réflexions, analyses et la mesure des résultats et impacts climatiques** sur des thèmes d’intérêt comme l’effet catalyseur de la Finance Climat sur l’investissement privé, l’articulation des enjeux climatiques avec des problématiques afférentes aux FCV, l’appui aux stratégies de décarbonation à long terme (horizon 2050)

RECOMMANDATION II – MAINTENIR LA CONTRIBUTION EN TANT QUE LEVIER D’INFLUENCE FORT ET PARCE QUE L’AID EST UN ACTEUR MULTILATÉRAL CLÉ, TOUT EN SOUTENANT D’AUTRES LEVIERS FINANCIERS

Constats / éléments de contexte

La contribution française en dons à l’AID demeure un levier puissant pour assurer à la France de faire entendre sa voix et faire valoir ses priorités et intérêts. Ce soutien renouvelé se fonde sur l’accroissement des ressources du modèle financier de l’AID20 et sur le fait que l’AID, acteur multilatéral majeur, est un levier pertinent et relativement efficace par rapport aux priorités françaises.

Concomitamment, cette évaluation constate l’intérêt d’étudier l’opportunité de renforcer la contribution à des fonds fiduciaires ciblés (en lien avec la biodiversité et la durabilité), ce qui lui permettrait d’accroître sa visibilité dans une logique de niche, sans remettre en cause le positionnement français visant à demeurer en retrait et à plaider sur la durée contre la multiplication structurelle de ces fonds ad hoc. L’appui de la France aux réflexions sur l’évolution prudente du modèle financier est à renouveler, avec une attention nouvelle à porter sur les sujets d’optimisation du bilan.

18 – 49% de ses projets, contre 39% pour l’adaptation, 11% de prêts de politiques publiques et 1% de projets ONG. Source: AFD – Bilan d’activité Climat 2020.

19 – Branche de Paris EUROPLACE lancée en juin 2017 pour faire de la finance verte et durable un élément moteur du développement de la Place de Paris et la positionner en centre financier de référence sur ces enjeux. Elle réunit plus de 80 membres signataires d’une charte commune visant à réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone et inclusive, en cohérence avec l’Accord de Paris et les Objectifs de Développement de Durable (ODD) de l’ONU.

CONTINUITÉ	Priorité
II.1. Maintenir la contribution française en dons a minima au niveau de l’AID19 (1,179 Md de Droits de Tirages Spéciaux-DTS).	Forte
II.2. Soutenir l’AID dans la diversification prudente des ressources (scénario de base soit 90 Mds USD et une part des contributions à 27,6%) et dans l’optimisation du bilan visant à garantir sa soutenabilité et le maintien de sa notation	Forte

RUPTURE	
II.3. Étudier l’option de renforcer la contribution à des fonds fiduciaires cibles (PROBLUE ²⁰ , programme mondial sur la durabilité ²¹) et en optimisant la contribution française à ces fonds, sur la base d’une conclusion d’une évaluation plus large portant sur la contribution française aux fonds fiduciaires dans les organisations multilatérales	Forte

RECOMMANDATION III – RENFORCER LA VISION FRANÇAISE, SA VOIX UNIQUE, SA COORDINATION ENTRE ACTEURS, SES LEVIERS D’INFLUENCE

Constats / éléments de contexte

Au même titre que le précédent exercice portant sur l’AID17 et l’AID18, cette évaluation réaffirme l’intérêt de renforcer les interactions et la coordination de l’aide avec l’AID/ la Banque mondiale, avec une approche commune et partagée, matérialisée par le concept d’Équipe France, qui prend une importance croissante au niveau français.

La mobilisation de réseaux français traditionnels (think tanks, de l’expertise) ou nouveaux (en lien avec la Biodiversité, la Finance Durable) constitue un levier d’influence d’intérêt à mobiliser. D’autres leviers au service de l’influence française demeurent à activer, au premier plan desquels la présence française, où la mise en place d’une véritable stratégie fait toujours défaut.

Sous-recommandation III.1: Renforcer l’« Équipe France » dans l’articulation avec l’AID/ la Banque mondiale	Priorité
---	----------

CONTINUITÉ	
Cette recommandation doit se concrétiser de manière plus opérationnelle à travers plusieurs actions:	
III.1.1 Le renforcement des interactions avec la Banque mondiale et ceci de différentes manières:	Forte
• Consultation à haut-niveau France-BM impliquant les différentes partenaires français (DG Trésor, MEAE, AFD, Proparco, etc.), mobilisation des think tanks français ainsi que le monde académique dans la production d’articles de réflexion et alliances à favoriser avec d’autres think tanks d’autres pays, mobilisation d’autres réseaux en lien avec les priorités françaises (Finance for Tomorrow, Plateforme Biodiversité, Conseil Présidentiel pour l’Afrique, Young Leader	(principaux partenaires) / moyenne (autres partenaires)

20 – Au Programme mondial pour l’Economie bleue-PROBLUE qui recouvre les enjeux liés aux océans, forêts, paysages et à la biodiversité. La France (987 kUSD) est le 4ème contributeur derrière la Suède (32 MUSD), la Norvège (15,7 MUSD) et l’Islande (1,4 MUSD), mais devant l’Allemagne (569 kUSD). Source: PROBLUE Annual Report 2019

21 – Programme mondial sur la durabilité (Global Program On Sustainability) qui favorise l’utilisation de données et d’analyses de haute qualité sur le capital naturel, l’écosystème et la durabilité pour mieux éclairer les décisions faites par les gouvernements, le secteur privé le secteur et les institutions financières.

French African Foundation, lien avec l'équipe de l'engagement parlementaire mondial), suivi partagé des co-financements AFD-Banque mondiale à assurer (dont la part imputable aux financements AID, telle que suivi par la Banque), valorisation de l'offre française et faire un point sur des besoins prospectifs de la Banque et des pays récipiendaires (ex: organisation réunion annuelle BM/Équipe France Business), liens entre la future Commission d'évaluation de l'APD et IEG, plus de consultations et échanges formels/informels à Washington avec les Practice Groups de la Banque, séminaires de direction et opérationnels dédiés au Sahel, à la Biodiversité et à l'opérationnalisation du concept de Reprise en mieux

III.1.2 La mobilisation/consultation d'acteurs français et francophones: **Forte**

- Prévoir une consultation interministérielle en amont des dernières réunions AID20 pour finaliser l'élaboration de positions françaises
- Recueillir également l'avis du groupe de travail permanent sur la thématique des fonds multilatéraux au sein du CNDSI.

RUPTURE

- Mobiliser les nouveaux conseils de développement local pour tirer davantage parti de l'expertise du réseau local français et les inciter à fournir un avis/à influencer localement en amont des stratégies pays/conception de projets/programmes de l'AID (en priorité avec des géographies et thèmes prioritaires français) et inciter les Ambassadeurs à relayer les positions définies localement. **Moyenne**
- Favoriser le rapprochement avec le monde universitaire et la structuration de projets de recherche sur des thématiques d'intérêt, ainsi qu'avec avec des opérateurs français (Expertise France, CIRAD, IRD, etc) **Moyenne**

Sous-recommandation III.2: Renforcer la mobilisation d'autres leviers au service de l'influence française **Priorité**

CONTINUITÉ

D'autres leviers devraient permettre de renforcer l'influence de la France auprès de l'AID et optimiser le retour sur investissement de la contribution française, parmi lesquels figurent l'opportunité de:

III.2.1 Définir une stratégie à horizon 2025 de la Chaise française et la communiquer. **Forte**

- Davantage animer le réseau français et francophone à Washington: événements associant la communauté française avec des acteurs institutionnels français de passage à Washington, newsletter à diffuser sur une base périodique, groupes sur des réseaux sociaux, synergies avec l'activité événementielle de l'Ambassade de France à Washington (ex: organiser une journée annuelle de la BM à l'Ambassade)
- Prévoir des rencontres et échanges plus réguliers tout au long de l'année entre des autorités françaises et du personnel de la Banque à des postes couvrant des secteurs et géographies prioritaires de la France

III.2.2 Renforcer la présence française à des postes clés et capitaliser sur les leviers d'influence de cette présence à la Banque mondiale

- Etablir un mapping de la présence française à l'AID selon les priorités thématiques et géographiques de la France et définir un plan d'action triennal avec un suivi **Moyenne**
- Mobiliser le réseau français dans les organisations multilatérales: événement annuel réunissant les agents français mis à disposition, les jeunes professionnels associés (JPA) français et les experts techniques internationaux dans des organisations multilatérales dont à l'AID; production à l'issue de cet événement un document synthétique sur l'avancée des priorités françaises, les leviers d'influence mobilisés **Moyenne**

par différents bailleurs et les postes d'intérêt pour la France prochainement vacants.

- Soutenir des candidats français (processus de recrutement classique, agents mis à disposition, experts techniques internationaux, JPA) à des postes de direction ou opérationnels clés en lien avec les géographies et thèmes prioritaires de la France (FCV, Sahel, Biodiversité) **Forte**
- Inciter l'AID à introduire une formation du personnel en français afin de mieux servir le personnel francophone dans les bureaux pays. **Moyenne**
- Se servir de l'exercice d'évaluation de la dotation de la France à l'AID pour communiquer sur les priorités françaises (positionner la restitution en amont de la 4^e réunion de négociation) **Moyenne**

RECOMMANDATION IV – RENFORCER LA PRISE EN COMPTE DE L'AID SUR DES ENJEUX DE PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE ATTENDUS PAR LA FRANCE

Constats / éléments de contexte

Si l'AID a accompli des progrès en matière de décentralisation et s'est fixé d'objectifs ambitieux, un enjeu existe dans le renforcement de la décentralisation des effectifs dans les FCV. Autre dimension de la performance opérationnelle, les décaissements suscitent des débats contrastés entre les tenants de leur accélération et ceux partisans d'une aide plus qualitative. Cette double approche semble la voie à suivre et une réflexion internationale gagnerait à être initiée pour mieux tirer des enseignements sur les freins aux décaissements et esquisser des voies à suivre pour y remédier ou les atténuer.

Si la Banque mondiale a pro activement recherché une harmonisation de l'aide durant la crise Covid-19 et joue un rôle actif dans la coordination avec les autres bailleurs au niveau des pays étudiés, il n'en demeure pas moins que sa politique de partenariats serait à mieux structurer et à rendre plus redevable, en s'inspirant de bonnes pratiques d'autres BMD (comme la BlsD et la BAsD). Cet effort d'inspection, de synergies et/ou de division du travail est d'autant plus nécessaire en écho à l'ODD17 et alors que le rapport coût-bénéfice (value for money) et les avantages comparatifs de l'AID sont à approfondir dans le contexte lié à la Covid-19 et à l'après qui a conduit l'AID à intervenir de manière croissante sur certains champs (ex: sécurité alimentaire, préparation et réponse aux crises).

CONTINUITÉ **Priorité**

IV.1. Suivre les cibles de décentralisation du personnel de l'AID tout en l'incitant à intégrer de nouvelles cibles dans les FCV: **Forte**

proposer de déployer 100 employés supplémentaires dans les FCV lors de l'AID20 (en se basant sur le résultat actuel de 33 personnels additionnels); inciter l'AID à se fixer d'ici la fin du cycle triennal AID20 une cible de 9% à 10% du personnel dans les FCV (contre 8,3% au 31 mai 2021, 7,3% pour l'AB20, 6,5% pour l'AB2019), tout en assumant ces implications budgétaires - placer du personnel dans les FCV étant relativement coûteux.

RUPTURE

IV.2. Inciter l'AID à réintroduire un plan d'action pour combiner l'accélération des décaissements avec une aide plus qualitative ainsi qu'à prendre part à des réflexions au niveau international sur ce double impératif. Pour ce faire:

- Assortir ce plan d'une batterie de mesures, incluant du renforcement de capacités de récipiendaires **Moyenne**
- Commanditer une étude ou évaluation identifiant à la fois les décaissements par typologies de projets, de modalité d'exécution de l'aide et de contexte, ainsi que recensant des bonnes pratiques/ **Forte**

obstacles, y compris pour faire face au Covid-19, au sein de la Banque ou parmi d'autres BMD²².

- Inciter l'AID à prendre part à des discussions internationales sur ce sujet que la France pourrait promouvoir
- Introduire des mécanismes « fast track » pour mettre en œuvre des programmes urgents pour la reprise en mieux, tout en insistant sur un contrôle a posteriori plus important

IV.3. Inciter l'AID à renforcer sa politique des partenariats et sa redevabilité avec d'autres acteurs et instances internationaux, notamment en l'incitant à :

- Renforcer sa politique de partenariats et sa redevabilité avec d'autres acteurs et instances internationaux
- Étudier l'opportunité d'un point de vue organisationnel de regrouper ses fonctions dédiées aux Partenariats et à la mobilisation des ressources (à l'image d'autres BMD)
- Etablir une stratégie rénovée dédiée à ses partenariats
- Renforcer sa redevabilité concernant ses partenariats : production d'un rapport annuel sur ce sujet à l'image de ce que font de nombreuses BMD font (ex : BAsD, BID), définition d'un cadre de mesure des impacts de ses partenariats pour le développement, rédaction d'une plaquette sur le partenariat avec la France (à l'image de celle réalisée pour l'Allemagne²³)
- Approfondir l'analyse de son rapport coûts-bénéfices (« Value for Money ») et la division du travail ou synergies souhaitables avec d'autres organisations internationales, comme sur l'insécurité alimentaire, la préparation aux crises, la santé, la finance climat

IV.4. Inciter l'AID à soutenir des plateformes de coordination dédiées au financement du développement et à assumer un rôle de chef de file; réintroduire une cible dans le RMS à cet effet (dans au moins la moitié des pays)

Moyenne

Forte

Forte

Moyenne

Forte

Forte

Forte

Moyenne

RECOMMANDATION V – PRÉCONISER LA RATIONALISATION DES FENÊTRES, SOUTENIR DES POSITIONS DIFFÉRENCIÉES SELON DES FENÊTRES TOUT EN PLAIDANT POUR UNE EXPÉRIMENTATION (0,5%) DE FINANCEMENTS EN MONNAIE LOCALE

Constats / éléments de contexte

Les entretiens auprès de contributeurs à Washington ont fait ressortir un consensus autour de la rationalisation des fenêtres de l'AID, une position que partage la France.

Cet enjeu déjà observé lors du précédent exercice d'évaluation persiste et se double d'une vigilance à avoir sur la tentation de multiplication de sous-fenêtre, alors que l'AID a présenté, en juin dernier, une nouvelle sous-fenêtre au sein du mécanisme de financement complémentaire (avec des termes concessionnels (via la SUW-SML), comme devant à titre temporaire accompagner l'optimisation du bilan et alors que l'AID souhaite pérenniser et doubler les financements à la sous-fenêtre de financement de réponse précoce (Early Response Financing-ERF) au sein du guichet de réponse aux crises. Sur ce dernier point, la France gagnera à avoir une approche prudente dans l'attente de clarifications de l'AID sur sa « value for money » et la revue de l'efficacité de cette sous-fenêtre. Ceci se justifie notamment sur le risque d'une dérive d'un mandat en aide humanitaire et en réponse à des crises, ainsi que des enjeux d'harmonisation avec d'autres organisations internationales à prendre en compte à l'image du PAM ou du GFDRR.

22 – En termes de marchés publics, de gestion financière, de ciblage/mise à l'échelle de projets performants ou d'ajustements de projets moins performants, de dialogue avec le client ou d'engagement du personnel, notamment.

23 – 2020-06-30-Portfolio-at-a-Glance-Germany.pdf (worldbank.org)

Plus spécifiquement, la montée en puissance de la fenêtre d'appui au secteur privé, conjuguée à son renforcement dans des géographies prioritaires appelle à un soutien de la France qui pourrait s'accompagner d'une attention à porter à certains axes de réforme pour rendre notamment cette fenêtre plus compatible avec l'Accord de Paris ou poursuivre l'effort dans des géographies prioritaires.-

Enfin, lors des discussions sur la reconstitution d'IDA19, la direction s'est engagée à explorer des solutions de financement en monnaie locale supplémentaires qui profiteraient aux pays AID tout en préservant la soutenabilité financière de l'AID²⁴. Dans ce contexte, l'enjeu sera d'accompagner l'AID à expérimenter cette nouvelle voie, avec une approche là aussi prudente et basée sur des faits à mi-parcours pour étudier l'opportunité (ou pas) d'une mise à l'échelle.

Sous-recommandations V	Priorité
CONTINUITÉ	
V.1. Soutenir la rationalisation des fenêtres , en veiller à une stabilisation du nombre des fenêtres et en contenant la tentation de multiplication des sous-fenêtres : exiger notamment de plus amples justifications s'agissant du bien-fondé de la nouvelle sous-fenêtre (SUW-SML) proposée au sein de la Scale Up Facility (mécanisme de financement complémentaire) avec des termes concessionnels, comme le propose l'AID.	Forte
RUPTURE	
V.2. Etre force de proposition auprès de l'AID pour que les montants alloués par fenêtre soient les plus favorables possibles aux priorités françaises en défendant des positions offensives sur la fenêtre PSW et prudentes sur l'évolution de la fenêtre de réponse aux crises	Forte
• Rechercher un poids plus important de la fenêtre régionale (en lien avec la priorité française de l'intégration régionale) • Veiller à une hausse raisonnable de la fenêtre de réponse aux crises et plaider pour une hausse moindre que prévu par l'AID concernant la sous-fenêtre ERF (position à affiner à moyen terme après la revue de l'ERF et des arguments fournis par l'AID concernant son articulation avec d'autres organisations internationales) • Soutenir une hausse du montant alloué à la fenêtre d'appui au secteur privé (PSW) en la conditionnant à une réforme en faveur de priorités françaises (Afrique, FCV, climat)	
À TITRE PILOTE	
V.3. Soutenir à titre pilote le financement en monnaie locale (à hauteur de 0,5%)	Moyenne

24 – Une approche en deux étapes avait été convenue. Le premier document a mis en avant la fois les avantages et les défis en matière de financement en monnaie locale pour l'AID des pays les plus pauvres et les moins avancés. Un deuxième papier a été produit pour exposer deux options possibles et les voies à suivre pour avance. La première de ces options porte sur la couverture totale via les transactions des marchés de capitaux internationaux ; la deuxième sur des prêts en monnaie locale non couverts. En parallèle, un document de TCX commandité par les plénipotentiaires a été produit, soutenant la première option et d'expérimenter ces financements en monnaie locale à hauteur de 1% des financements de l'AID20.

Evaluation
of the French contribution
to the International
Development Association
(IDA-19)

SUMMARY

Evaluation mandate	41
The International Development Association (IDA)	42
France's contribution to IDA	44
Key findings of the evaluation	47
Relevance and coherence of France's action through IDA	47
Effectiveness of IDA's response to the crisis in relation to France's objectives	52
Recommendations	56
Recommendation I – Develop France's position at IDA in terms of priorities to be promoted during the negotiations and to be supported during IDA-20	58
recommendation II – Maintain France's IDA contribution as a strong lever of influence and because IDA is a key multilateral actor, while supporting other financial levers	61
recommendation III – Strengthen the French vision, its unique voice, its coordination between players, its levers of influence	62
recommendation IV – Strengthen IDA's focus on organizational performance issues expected by France	64
recommendation V – Advocate the rationalization of windows, support differentiated positions according to windows while advocating for an experimentation (0.5%) of financing in local currency	65

Acknowledgements

The EY Consulting team would like to thank all the stakeholders interviewed for their availability and the quality of their contributions that facilitated the conduct of this assignment and the preparation of this evaluation.

Special thanks are extended to the members of the Reference Group, the French Executive Director's Office and World Bank's senior management in Washington D.C., the Multilateral Development and Climate Finance Office (MULTIFIN3) of the French Treasury in Paris, as well as to the Bank's local offices and the services of the French network abroad (Economic Services and AFD's local Agencies) involved in the country case studies (Côte d'Ivoire, Kenya, Burkina Faso).

Evaluation mandate

The Directorate General of the Treasury (DG Trésor) of the Ministry of Economy and Finance (DG Tresor) has decided to carry out **a retrospective evaluation of the French contribution to the International Development Association**, the concessional arm of the World Bank Group.

Building on previous evaluations (conducted in 2007, 2014 and 2019, covering IDA13/14, IDA15/16 and IDA17/18 replenishments respectively), **this study takes place in the specific context of IDA's response to the Covid-19 crisis, focusing on the first year of implementation of IDA19 replenishment, and within the context of an anticipated IDA20 replenishment.** It has two main objectives:

- **Develop a clear and impartial evaluative judgement on the French contribution** in the specific context of IDA's response to the Covid-19 crisis, based primarily on criteria of relevance, coherence, effectiveness, impact and sustainability.
- **Formulate two types of recommendations:**
 - **In the short term**, in the context of negotiations for the replenishment of the next IDA cycle, on the financing priorities that France could relay in order to strengthen IDA's capacity to support beneficiary countries regarding economic recovery.
 - **More structurally**, on how IDA's financing priorities could evolve to support and put client countries back on track to achieve the 2030 Sustainable Development Goals.

The answers to the evaluative questions and the conclusions of the evaluation are the result of a triangulation of data that allowed to interview more than more of 60 people in total, through an evaluative approach structured around three main phases, deployed between April 2021 and November 2021. It included **a launch and structuring phase; a data collection and initial analysis phase**, including interviews in/from Paris (French Treasury, Office of the French Executive Director at the World Bank, Ministry of Foreign Affairs, AFD), with people based in Washington (Executive Directors of major contributors and IDA recipient countries, senior management, operational teams, French staff), and country case studies (focused on Kenya, Côte d'Ivoire, and Burkina Faso); and **a phase of finalizing analyses, judgments, and conclusions**, including a strategic workshop on recommendations.

THE INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION (IDA)

As the concessional arm of the World Bank Group, IDA is one of the largest multilateral development funds

Founded in 1960, the International Development Association (IDA) is the concessional arm of the World Bank Group and one of the five institutions of the World Bank Group²⁵. With more favourable financing terms than the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), IDA aims to reduce poverty by providing concessional loans and grants to the poorest developing countries. With 173 member countries, it is the largest multilateral development fund in 2019²⁶ and is a major donor to the world's seventy-four poorest countries, more than half of which are in Africa.

In terms of governance, IDA shares its decision-making bodies, headquarters and staff with IBRD as part of the World Bank's overall governance system. It remains, however, an autonomous entity from the IBRD in legal and financial terms. It has its own statutes, legal personality, and capital, which include the subscriptions paid by partners upon joining²⁷. IDA governance is also based on the replenishment and mid-term review negotiation meetings, where plenipotentiaries represent their countries.

While IDA received a record amount at its 19th replenishment, the World Bank Group's financial response to the Covid-19 crisis has accelerated the pace of its commitments

Its funding has traditionally been based primarily on contributions made at the time of the triennial replenishments by 52 Participating States (developed and middle-income countries). Nineteen replenishments have taken place since the establishment of IDA. There have been fluctuations in the amount of partner contributions to the replenishments. IDA19 saw a slight recovery in partner contributions compared to the previous three replenishments.

In order to increase IDA's intervention capacities, this financing model has evolved with **a diversification of resources and the creation of complementary financing mechanisms**. Since IDA17, the partner States have been able to contribute to IDA via Concessional Partner Loans²⁸, and since IDA18, IDA has been able to borrow on the financial markets²⁹.

This change in the financial model has led to the mobilisation of a record amount of funds since IDA18 (\$75 billion to finance projects between 1st July 2017 and 30th June 2020), which was amplified during IDA19 (\$82 billion to finance projects

25 – Along with the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the International Finance Corporation (IFC), the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA) and the International Centre for Settlement of Investment Disputes.

26 – Source: NCS/OECD database.

27 – Source: International Development Association - Constitution.

28 – This is a loan offered to an international financial institution by a development partner (usually a Member State) on preferential terms (interest rates significantly below market rates, long maturities and long grace periods). As a general rule, a loan is considered concessional if its grant element is at least 35%.

29 – IDA received its first financial rating in 2016 (triple A) and issued its first bond in the capital markets in April 2018, raising USD 1.5 billion from international investors. Five bond issues have been completed, the latest in April 2021 (USD 2 billion).

over the period 1st July 2020-30th June 2023), in comparison with IDA17 (\$52 billion for the period from 1st July 2014 to 30 June 2017). Donor contributions now form a minority of the total IDA resource pool, given the expansion in other sources, especially market borrowings

In response to the Covid-19 crisis, the World Bank Group launched a USD 14 billion financial response (including USD 6 billion from IBRD and IDA) in spring 2020 with the establishment of a Covid-19 fast track facility (approved in March 2020) to address the immediate health consequences over a 12-month period.

As part of this response, USD 1.3 billion was allocated to the Crisis Response Window (CRW) to support IDA countries, to support 25 projects³⁰. All of this led to an unprecedented amount being mobilized in FY 2020 (US\$30.4 billion in commitments and US\$21.2 billion in disbursements, which represents increases of 38 % and 21 % respectively). The level of IDA commitments and disbursements increased under IDA18 by 40 % and 8 % respectively compared to IDA17, an upward trajectory that will be amplified in FY2021, the first year of IDA19³¹.

The response to the Covid-19 crisis has led to an acceleration in the consumption of resources planned for the first year of implementation for IDA19 with a level of commitment of USD 36 billion in the 2021 budget year (i.e. 43.9 % of the total resources envisaged for IDA19)³², which is 50 % higher than the same period under IDA18, including an amount record in the first 9 months of the 2021 fiscal year (USD 21 billion), and 66 % higher than the same period under IDA18. In total, IDA has mobilized USD 54 billion since April 2020 until June 30, 2021³³.

In response to the Covid-19 crisis, the World Bank defined a strategic response at the Group level, after the agreement of IDA19's priorities

IDA's work is guided by the World Bank's mandate, which relies on two goals defined in its 2013 strategy: ending extreme poverty by 2030 and promoting shared prosperity. This strategy was enriched and updated in a document entitled "*Forward Look*", adopted in 2016 to support the achievement of the Sustainable Development Goals by 2030. Beyond this general framework common to all the Group's entities, the strategic directions, financing framework and specific themes to IDA are discussed and defined in greater detail during replenishment negotiations and mid-term reviews.

These replenishments are an opportunity to set a central priority theme, supplemented by specific themes. With the central theme of "**Ten Years to 2030: growth, people, resilience**", IDA19 marks a continuity with IDA18 by taking up the five priority themes together with four cross-cutting³⁴ themes.

IDA19 takes up the five IDA18 themes of jobs and economic transformation (JET); fragility, conflict, and violence (FCV); climate change; gender and development; and governance and institutions. It complements them with four cross-cutting

30 – Source: IDA - Update on IDA Contribution to COVID-19 Pandemic Response (April 23, 2020).

31 – The level of amounts disbursed in any one year should be distinguished from the level of amounts committed, as these are disbursements linked to commitments decided in previous years.

32 – The resources envisaged for IDA19 were initially in the order of USD 83 billion.

33 – Source: IDA's Response to ICOVID-19: Rapid, Large-Scale and Selective Action (23 February 2021)

34 – Resource Increase: Nineteenth Replenishment - Approved by the IDA Trustees - February 11, 2020.

issues: debt; technology; investment in people; and inclusion of people with disabilities.

After these priorities had been agreed at IDA19's replenishment, **a World Bank Group policy paper outlining the response to the Covid-19 pandemic was presented in July 2020**. Entitled "Saving Lives, Scaling-up Impact and Getting Back on Track", this strategic response is structured around three phases (relief, restructuring, and resilient recovery) and articulated around four priorities: "saving lives, protecting poor and vulnerable people, ensuring sustainable business growth and job creation, and strengthening policies, institutions and investments to achieve a resilient, inclusive and sustainable recovery".

Within this context, it was decided to initiate an early replenishment of IDA20 to support a more sustainable, resilient and inclusive economic recovery

Within the context of increasing resource consumption, it was decided to shorten IDA19 by one year (i.e., limit it to the period FY21-FY22) and to anticipate the replenishment of IDA20, which will begin in FY23. The first IDA20 meeting was held in mid-April 2021 and has already agreed on the broad lines of this replenishment.

According to the documents produced at this occasion and at the second meeting of the replenishment in June, IDA20 should draw on IDA19 by taking up four of the five priority themes (JET, FCV, Climate, Gender) and by raising human capital (previously considered as a cross-cutting theme) in this category. In addition, four cross-cutting themes have been added, two of which are from IDA18 (debt and technology), one that was previously considered a general theme (governance and institutions) and one new theme (crisis preparedness).

Based on discussions from the first replenishment meetings, IDA20 would be based on the central theme of **"Building Back Better: Towards a Green, Resilient and Inclusive Future"**, following on from the reflections undertaken to prepare for the post-crisis period and to identify how IDA's financing priorities could evolve to support and put client countries back on track to achieve the 2030 Sustainable Development Goals³⁵. The financing framework for IDA19 was adjusted to 71 billion USD of resources (compared to 82 billion USD initially planned), the remainder will be used during IDA20.

FRANCE'S CONTRIBUTION TO IDA

A contribution that fits into the evolving French strategic framework and promotes France's participation in IDA governance

The French contribution is in line with France's strategy towards the World Bank developed in 2010, France's 2011 cooperation framework document, the orientation and programming law of 7 July 2014 on development and international solidarity policy, France's multilateral strategy, the conclusions of the CICID of 8 February 2018, and more recently the programming law of 4 August 2021 on solidarity development policy and the fight against global inequalities. It also takes into account the 2030 Agenda linked to the achievement of the

Sustainable Development Goals (SDGs), the Addis Ababa Action Agenda and the Paris Agreement on climate change.

A member since 1945, France holds an **important place in the governance of the World Bank**, being the 5th largest shareholder of the Bank since 2010 and the 5th largest contributor to IDA since the 13th IDA replenishment (2003-2005). By maintaining its rank, France preserves the right to appoint an Executive Director who exclusively represents its interests on the Executive Board. This important role was highlighted at the outset of the Covid-19 crisis, with the adoption of the fast-track financing mechanism by the Board. It also participates in IDA replenishment and mid-term review meetings through a plenipotentiary from the Treasury's Directorate General.

France has emphasised several key policy topics within IDA, both general themes (climate, gender, fragile countries) and geographical priorities (Sahel, Africa). The current replenishment is also focused on cross-cutting themes or topics promoted by France, such as debt and biodiversity. IDA19 endorsed a strategic commitment on biodiversity to provide support to IDA-eligible countries to implement or update their national biodiversity strategies and action plans or similar national action plans as part of new IDA-supported activities during the 19th replenishment.

In addition, **the France-IDA institutional partnership takes the form of a high-level political dialogue** between the Bank's senior management (President, CEO, Vice-Presidents, Directors) and the French national authorities (President of the Republic, Ministry of Economy and Finance, Ministry of Europe and Foreign Affairs, AFD, other ministries), at various levels (President of the Republic, Ministers, General Directions, Deputy Assistant Secretary, member of ministerial cabinets) The World Bank also has a Europe Office in Paris.

France remains the 5th largest contributor to IDA, with an increase in the volume of its contribution and its share in IDA19 compared to the two previous replenishments

France contributed **SDR 1.18 billion to IDA19, up from SDR 1.07 billion in IDA18** and SDR 1.13 billion in IDA17. France's share of total contributions per replenishment has declined over the long term, from 8.3% in the first replenishment to 5.1% in IDA19. **However, it increased in the last replenishment compared to IDA17 and IDA18, where its share was 4.9%.**

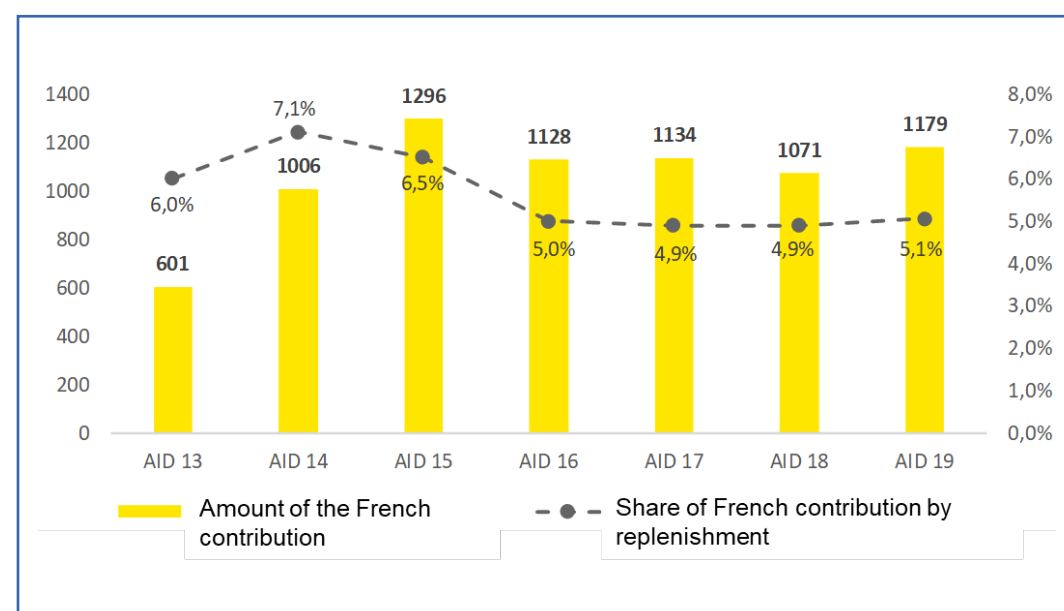
The French grant contribution, expressed in SDRs, increased to 1.18 billion SDRs for IDA19 compared to IDA18 (1.07 billion SDRs). In euros, this increase corresponds to €1.6 billion under IDA19 (compared to €1.3 billion previously).

France's position as a donor has been stable from IDA18 to IDA19³⁶: it remains the 5th largest contributor to IDA, in a ranking dominated by the United Kingdom (12% share), followed by the United States, Japan and Germany. In contrast to France's increase, some countries such as the United Kingdom and the United States have seen their level of contribution and their share decline since IDA 18.

35 – Source: IDA - Building Back Better: Pursuing a Greener, More Inclusive, and Resilient Recovery (November 2020).

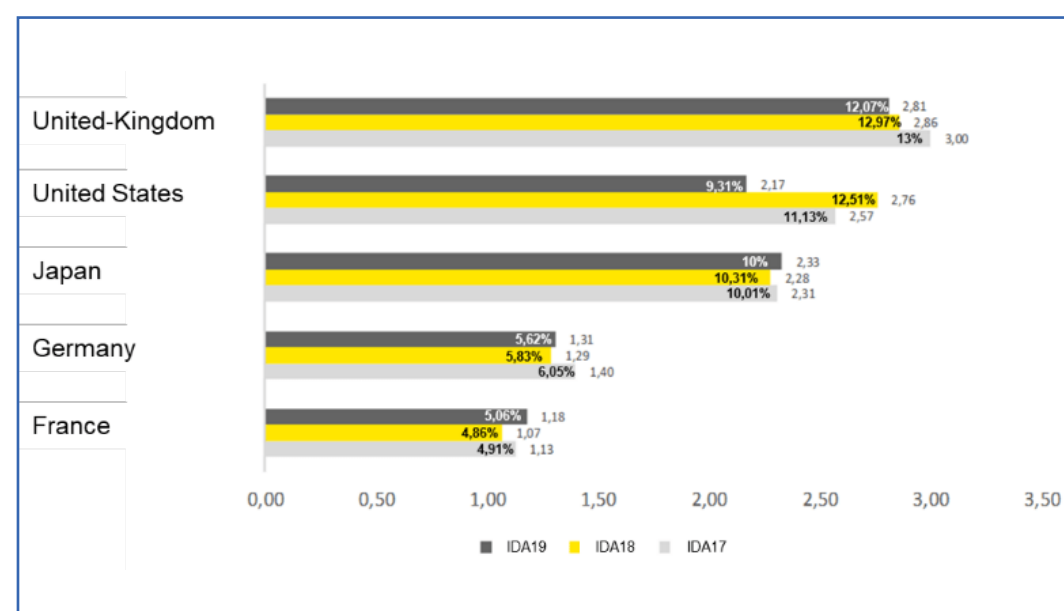
36 – IDA20 replenishment occurred in December 2021. While several countries increased their pledges, including France which increased its contribution by 6%, the United-Kingdom cut its contribution by 55%.

Figure 1: Évolution of France's grant contributions (in millions of SDR) and its share (in %) of IDA by replenishment



Source: World Bank - EY elaboration

Figure 2: Contributions by country in IDA19, IDA18 and IDA17 replenishments (in SDR billions) and share of their contribution (%)



Source: World Bank - EY elaboration Operational collaboration with the World Bank is also an important component of France's partnership with IDA.

Key findings of the evaluation

RELEVANCE AND COHERENCE OF FRANCE'S ACTION THROUGH IDA

France continues to have a strong influence on IDA, although several levers remain under-utilised

France's priorities regarding IDA are perceived as clear and well identified at the World Bank, even though France has not updated its priorities regarding its multilateral partners since the 2018 multilateral strategy and has not updated its strategy regarding the World Bank since 2010. In addition to a strong focus on addressing climate issues and responding to the development needs of sub-Saharan African countries and fragile states, these priorities extend to new emerging themes such as biodiversity or debt, priorities that are also those of French Cooperation as a whole. To a lesser extent, France is also identified as involved in gender (although less than the Nordic countries), health and support for private sector development.

The influence of France on IDA, which increased during the IDA18 period, has remained significant since the last replenishment cycle. It is based in particular on the institutional leverage of the partnership between France and the World Bank, and the role played by France in the World Bank's governance bodies, as well as on the dialogue maintained by various French administrations with the World Bank. France has played a strong role on the above-mentioned subjects both during the IDA19 negotiations and since, for example via the French Treasury's appreciated assistance in finalising the design of the FCV envelope, and an important role on climate issues, even more so at the time given the withdrawal of the United States, as well as on debt-related issues (ensuring a link with the Paris Club). **This relatively broad influence distinguishes France from other countries** that have chosen to target more closely fewer priorities, such as the Nordic countries with gender.

Influence at headquarters on IDA's major orientations is strong but **could be further expanded through several levers**: the development of a proactive strategy for French influence and presence, increased cohesion of the actors who interact with IDA, and a more active positioning on trust funds. However, French influence remains very uneven at the operational level, where it is unlikely to inform project design.

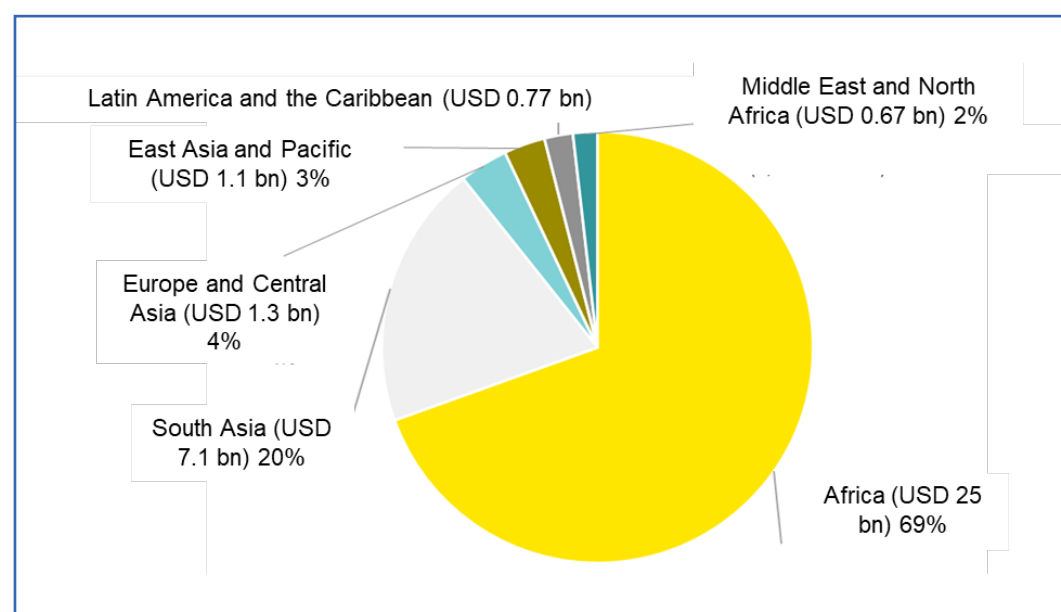
The consistency of IDA funding with French geographical priorities has increased

IDA funding deployed in response to the Covid-19 crisis **has remained consistent with the geographic priorities agreed by the plenipotentiaries** and has increasingly taken into account French concerns, especially with regard to Africa and the FCV.

The prioritization effort for Africa and fragile countries (FCV) has been reinforced. As a priority region for French aid, Africa continues to be a major recipient of IDA funding (with \$25 billion in FY 2021, i.e. a 69% share for the first fiscal year of IDA19, compared with 64% under IDA18 and 54% under IDA17).

It is the only region that has enjoyed a continuous increase in its share of committed and disbursed funding since IDA16. This increase is a combination of a likely improvement in the performance of recipient countries considered in the performance-based allocation and a higher allocation to Africa through specific windows.

Figure 3: Geographical breakdown of amounts committed in the first fiscal year of IDA19



Source: IDA - EY elaboration

IDA Prioritization and alignment with French interests were also very marked for fragile or conflict-affected countries, with USD 14 billion committed, an amount that increased by 275% in FY21 (compared to the same period under IDA18). FCVs received a very high share (39%) compared to IDA18 (25%), IDA17 (18%) and IDA16 (14%). The top five FCVs by volume of commitments - Nigeria, Sudan, Democratic Republic of Congo, Mozambique, and Niger - are among the top 10 IDA recipients in FY21; the increase in commitments to Sudan and the categorization of Mozambique as a fragile country help explain this increase. Efforts in the **Sahel**, the priority area approved at the time of the IDA19 replenishment, have been maintained, without any notable acceleration (8.3% share in the first IDA19 fiscal year compared with 7.9% in the period covered by IDA18). This relative stability masks a decline in commitments in two of the five Sahelian countries (Chad and Mali), given their security and political situation.

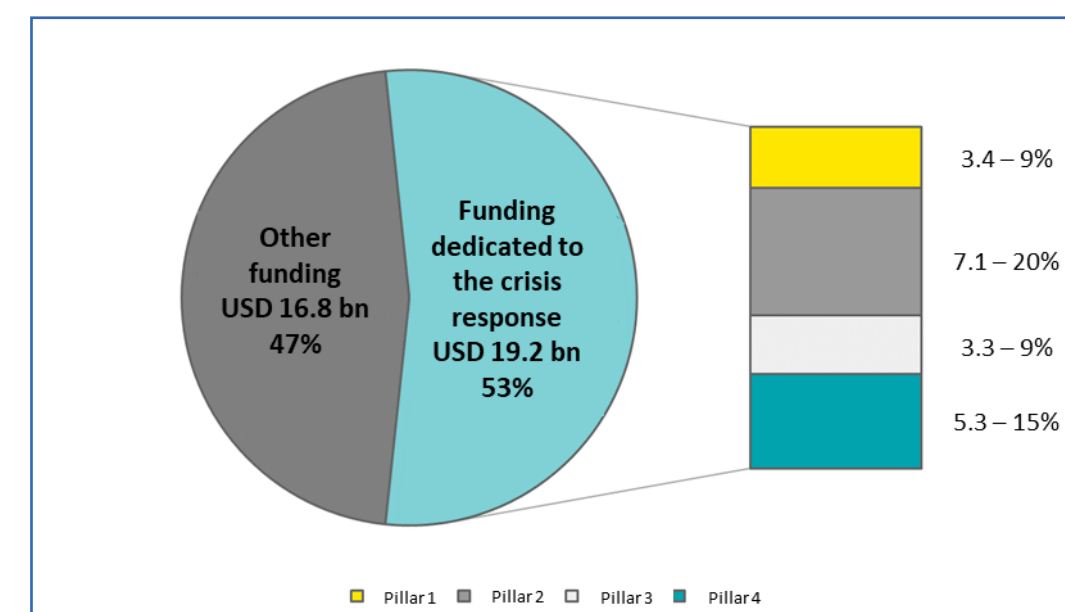
IDA investment priorities in response to the crisis in Covid-19 have not shown any particular alignment to other priority geographies for France, such as the countries of French-speaking Africa (26.7% share for FY21 compared to 27% under IDA18) and France's overall Priority Countries (29.5% share for FY21 compared to 30.2% under IDA18), in the latter case following increasing prioritisation during previous replenishments.

IDA funding deployed in response to the Covid-19 crisis remained consistent with the thematic priorities agreed by the plenipotentiaries, but was prioritized to address the social emergency

The emphasis was thus placed more on crisis preparedness, particularly with regard to food insecurity, leaving aside the essential themes of Governance and Institutions, Employment and Economic Transformation (particularly in the area of infrastructure) and the cross-cutting theme of the inclusion of people with disabilities. The health crisis has not called these priorities into question but has established different relative weights among them.

IDA19 devoted a large share to the response to the Covid-19 crisis: slightly more than half of the commitments, for interventions that remain for the most part consistent with the priorities set. They combined initial support for emergency situations with more structural commitments in a second phase, to prepare for socio-economic recovery. This financing mainly supported two of the four pillars of the World Bank's response: the protection of the poor and vulnerable populations (20% of the financing committed under IDA19, notably via social safety nets, and the strengthening of health systems) and the strengthening of policies, institutions, and investments to rebuild better (15%, for example, to increase budgetary leeway in the face of the pandemic). However, the Saving Lives pillar corresponds to unplanned emergency interventions (tests, masks, vaccines), accounting for 9% of IDA commitments. In total, IDA funding has mainly contributed to the emergency response, the strengthening of health and social protection systems, particularly through social safety nets, and more recently to support the economy and the financing of vaccines.

Figure 4: Breakdown of amounts spent on the response, by pillar of the response, in the first year of IDA19, in billions of US dollars and as a percentage of the total

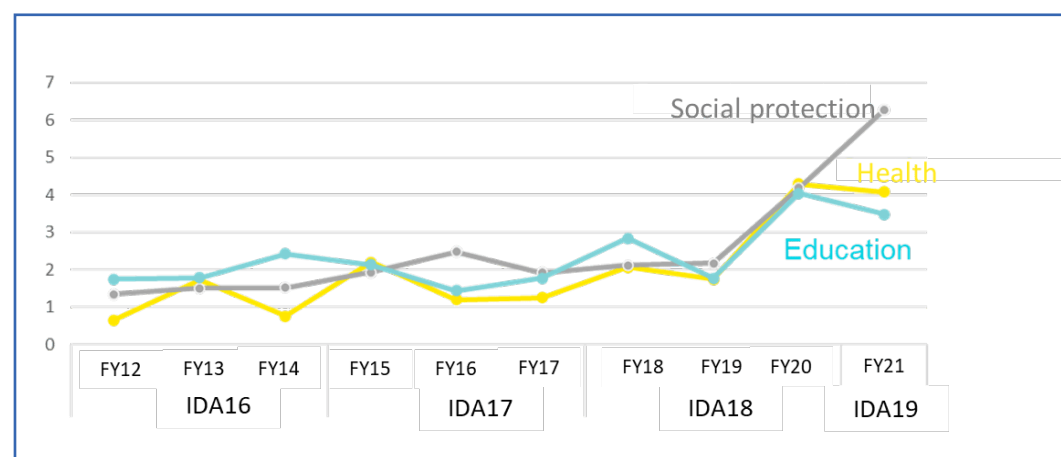


Source: IDA - EY elaboration

Several of these endorsements reflect a justified reorientation of IDA from the commitments made at the IDA19 replenishment, when the Covid-19 crisis had not yet emerged. They highlighted the need for a stronger focus on human capital (covering health, education and social protection issues), now identified as a main theme for IDA20, and on crisis preparedness (a new cross-cutting theme). Building Back Better has also moved up the IDA agenda.

The crisis in Covid-19 led to an increase in the weight of social sectors (38% in the first fiscal year of IDA19 (USD 13.8 billion) compared with 33% under IDA18), driven by the acceleration of support for social protection (17% for FY21, compared with 11% under IDA18), which gained in importance as a priority area compared with what was initially planned. This rebalancing has taken place at the expense of infrastructure, notably energy.

Figure 5: Évolution of the volume of financing committed to the social sectors by budget year, in USD billions



Source: IDA - EY elaboration

Progress was made on climate and gender, but biodiversity lags behind IDA's original ambition

Among the themes promoted by France during the IDA19 replenishments and afterwards, climate and biodiversity (which enjoys an increasingly strong support) and, to a lesser extent, gender are particularly prominent.

The Covid-19 crisis led to a stronger-than-expected strategic mobilization on climate that materialized in a new action plan and the achievement of the 30% climate co-benefits target for FY 2021 (a stable share compared to the previous year), of which 64% were dedicated to adaptation, exceeding the target of 50%. IDA rolled out the pilots of its Climate Risk Resilience Rating System for projects in early 2021. The crisis has led to an adjustment in IDA's climate ambitions: it has pushed sustainable infrastructure projects into the social sectors, made some commitments more difficult to achieve (e.g., the inclusion of a climate indicator among projects with more than 20% of climate co-benefits), and favoured adaptive social protection projects and green stimulus packages. Challenges remain regarding the targets set, which may appear less ambitious compared to other donors such as AFD or IDA's observed performance, regarding country-level reporting on climate issues or alignment with the Paris Agreement.

Significant progress has been made on biodiversity, a priority theme for France, despite a certain delay in the initial ambition of IDA19. For the first time, biodiversity is mentioned in a replenishment report, and the World Bank is publishing its first policy paper on biodiversity and ecosystems. A commitment is also made to support at least 15 countries by the end of the FY22 in implementing and updating their national strategies and action plans for terrestrial and marine biodiversity. However, the operationalisation of this commitment has been delayed and it was amended and finalised only in June 2021. Other limitations are observed, revealing opportunities for improvement:

the limited number of biodiversity-related targets in the IDA Results Management framework (RMF), and the still limited prominence of biodiversity in IDA's agenda and thinking. Biodiversity does not have a dedicated section in the IDA19 replenishment document, an action plan, or a methodology for measuring biodiversity-related co-benefits. There is also a lack of linkage with the work done on « The Road to Kunming » in preparation for COP15.

IDA has demonstrated a stronger than expected focus on gender, far exceeding the target of 60% of funded projects including a results chain based on gender analysis and leading to actions with measurable results (79% by March 2021). The gender dimension has been incorporated into IDA response, mainly from the perspective of health and social protection. Its integration is less visible in the areas of employment and digital technology, which are nevertheless expected to play a key role in the recovery.

The World Bank has revised its Regional Integration and Cooperation Assistance Strategy 2018-2023 after a mid-term review in December 2020. This adjustment provides increased means of action. This includes a move to a continental scale, while the strategy was previously limited to sub-Saharan Africa, and the adaptation of the strategic pillars to the Covid-19 crisis. The regional window has been replenished to a record USD 7 billion with an expansion of its areas of focus.

Strategic dialogue between France and IDA is important, but the cohesion among French actors could be increased

The importance of the strategic dialogue between France and IDA has materialized at the bilateral level and at several international summits. A stronger convergence is to be noted concerning the climate issue.

However, this linkage suffers from some limits. Institutional relations with IDA are established more individually than under a Team France banner by the various French actors. There are missed opportunities for collaboration. This is due in particular to the fact that France contributes little to the World Bank's trust funds. For its part, the Bank has not joined the (climate change) Finance in Common Summit at strategic level. There is sometimes a feeling of competition (for example, regarding the role of implement partner of the Global Partnership for Education).

The strategic frameworks between IDA/the World Bank and France are closely aligned regarding climate, the Sahel and the response to the crisis. In particular, IDA's responses to the Covid-19 crisis are relatively convergent with the French response and its priorities. The Bank's increased focus on climate action opens new opportunities for collaboration, while AFD has collaborated on several action plans with the Bank in the Sahel.

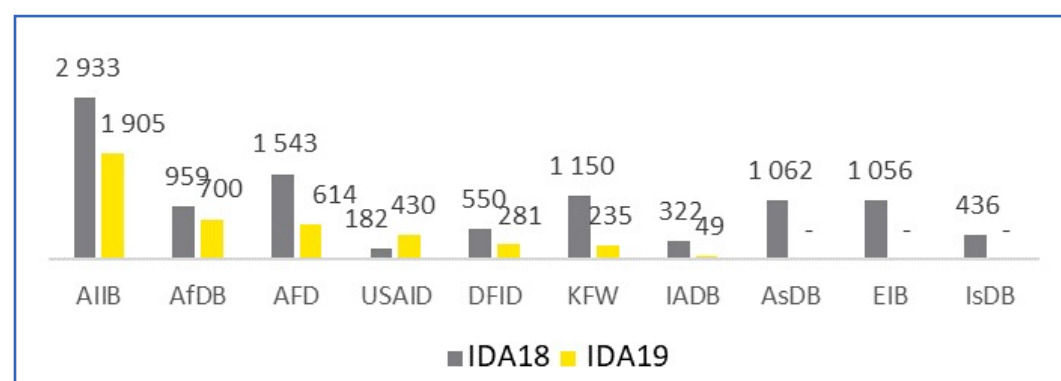
Like the World Bank's response, AFD's Joint Health Response is based on contributions to African countries' national response plans to Covid-19, notably via budgetary support. It however has a more specific focus: strengthening regional epidemiological surveillance networks.

A privileged relationship at the operational level between AFD and the World Bank, but growing co-financing that benefits IDA countries less than IBRD-financed MICs

AFD and the World Bank are important partners for each other, as was the case during the Covid-19 period. **AFD remains the leading bilateral partner of IDA and IBRD in terms of co-financing.** For AFD, the World Bank is the leading co-financing partner, with a strengthening of collaboration in 2020-2021. The share of

AFD's commitments in the total co-financing commitments of the World Bank's partners is stabilizing.

Figure 6: IDA/IBRD Partners in Co-financing Volumes Committed by Partners under IDA18 and IDA19, in USD million³⁷



Source: IDA - EY elaboration

The country case studies confirm this good articulation between the two institutions. The linkage is particularly strong in Côte d'Ivoire where it is based on a shared diagnosis, close communication and gives rise to several co-financing operations. In Burkina Faso, the linkage is stronger at the level of the headquarters and the Sahel Alliance. In Kenya, the co-chairmanship of the Partnership Group encourages dialogue, although co-financing activity is scarce.

However, according to IDA data, there has been a decline in IDA commitments relative to IBRD ones in World Bank co-financing with AFD. **This development raises questions about the type of countries prioritised at the start of IDA19 and about the capacity and the opportunity of providing a joint financial response to the issues raised by the Covid-19 crisis in the context of IDA-eligible countries.** This reduction is also reflected in a decline in the number of AFD projects co-financed with IDA under IDA19, despite the maintenance of fruitful coordination at the level of the project portfolios already committed.

EFFECTIVENESS OF IDA'S RESPONSE TO THE CRISIS IN RELATION TO FRANCE'S OBJECTIVES

A comprehensive, agile and coordinated response to the Covid-19 crisis, despite delays in supporting vaccine procurement and distribution

IDA provided a significant dedicated response to the Covid-19 crisis, combining emergency funding with recovery support. **More than half of the emergency funding went to two of the four pillars of the response: strengthening policies, institutions, and investments to build back better and protecting the poor and vulnerable.**

A major effort has been made in terms of agility. IDA has shown its agility by making adjustments in the use of resources and activating flagship mechanisms in the response. Several crisis response tools are being mobilized: the multi-

phase programmatic approach, the pandemic emergency financing facility, the activation of the CERC emergency component and the Catastrophe Deferred Drawdown Option (CAT DDO). Efforts were also undertaken at the level of the country intervention model to prioritize crisis response interventions and prepare to build back better in the post-crisis context. IDA also underwent significant organizational changes during the health crisis. Appropriate measures were put in place to ensure continuity of operations, such as digitalization and teleworking.

IDA has made a coordinated and ambitious commitment to support the procurement and distribution of vaccines, but the impact of these efforts has been slow in coming. **Vaccination is the main stumbling block in the response. It has suffered from bottlenecks and slow deployment.** As of September 2021, less than 10% of the population was vaccinated on average in IDA-eligible countries, compared to over 40% in the rest of the world, and a target of 23% by the end of 2021.

A good performance generally in addressing structural efficiency issues

While there is room for improvement, IDA is proactive in seeking harmonization and alignment. This was particularly true in the emergency context associated with the Covid-19 crisis. At the international level, the Bank has demonstrated its ability to act collaboratively on the health crisis issue through its involvement in the ACT-A mechanism alongside the WHO, and then in June 2021 in the AVATT alongside the African Union and in a working group with the IMF, WHO, and WTO, both of which are dedicated to immunization deployment. At the country level, it plays an active role in coordination with other donors, although more ambitious targets could be set. However, its mandate remains to be clarified, particularly with regard to food security and crisis preparedness, and its partnership policy to be made more visible and structured. **Alignment with recipient countries is satisfactory** and exceeds the objectives set by IDA; it seems to have been strengthened by the Bank's support to national responses.

The health crisis has not fundamentally changed the balance of instruments, with IPFs predominating (69%). **The maintenance of a high level of budgetary support** (19%) since IDA18 reflects a willingness to align closely with national response plans, at the expense of aid traceability.

The diversification of the financial model has proceeded at a slower pace than expected. The revision of total IDA19 funding to USD 71 billion (instead of the initial estimate of USD 82 billion) means that the donor share will be higher than expected. Similarly, the windows were less mobilised than expected at the beginning of IDA19, whereas they had been heavily used at the end of IDA18. **The regional window and the complementary financing mechanism are at this stage the most mobilized windows.** The private sector window has strengthened its focus on Africa and the FCVs, which are France's priority regions, while increasing in size, but there are areas for improvement: more resources for identifying projects, more realistic targets, greater compatibility with the Paris Agreement.

Commitments in line with French expectations to increase decentralisation are to be noted (field staff target raised to 55% from 45%), including in FCVs. In practice, the staff present in Africa (+31% in May 2021, compared to FY 2017) and in fragile countries (+55%) has increased, but the share of staff present in FCVs is still low (8.3%).

Despite reported delays, **the disbursement rate remains stable** (around the annual target of 20%). The challenge of reconciling a reasonable rate of disbursement with the need for quality aid deserves greater attention. The quality of monitoring and evaluation has evolved moderately over the last few budget years. No

37 – IDA19 here includes only the first year of the fiscal year, FY2021, through June 30, 2021.

particular development can be reported concerning the extent and/or rigour of conditionalities.

Finally, IDA 19 contributes to maximising the development impact of French aid in recipient countries, but in a different way than before: the leverage effect of donor contributions on IDA's financing capacity, which is lower than expected, is equivalent to that of IDA18, and lower than that of IDA18 for co-financing with AFD. On the other hand, the catalytic effect on private sector investments has been reinforced.

The link between the crisis response and long-term objectives has been developed in theory but is not yet completely operational

At the strategic level, the World Bank's response appropriately takes into account different time horizons to integrate long-term development perspectives into economic and health support measures. IDA has contributed to this reflection by proposing its own strategic approach to recovery, emphasizing the convergence between the objectives of IDA's priority themes¹⁹ and the responses to the crisis.

However, at this stage, this reflection on Building Back Better suffers from a lack of operational implementation. Other limits have been noted at the operational level, such as the pressure to disburse, which can lead to the support of programmes that are too scattered, the use of budgetary support to the detriment of more targeted and qualitative support (e.g., in Kenya) or the slowness and cumbersomeness of the COVAX mechanism to date.

The study of the effectiveness and impacts of IDA response during the period covered by the replenishment is at this stage hampered by a lack of hindsight. An IEG study is currently underway on the subject.

To better adapt responses to the Crisis, **however, significant reallocations of funds were introduced at the window level to the Crisis Response Mechanism** (as of April 2020) and at the country level to prioritize crisis response interventions and prepare for the post-crisis period (new or additional funding, adjustments to the sequencing of portfolio operations, adjustments to the Country Partnership Frameworks). Emergency mechanisms and facilities have made it possible to increase efficiency, with greater agility and simplification of procedures. For example, the activation of crisis management components within projects has reduced procedures and fiduciary requirements.

The country case studies show contrasting situations depending on the national context. However, they show that after initial emergency funding focused on the response to the health emergency, the response to the crisis was combined with structural interventions, particularly on the themes of social security and access to financing for businesses. Budgetary support was used extensively and supplemented by more targeted financing. Climate issues, apart from the growing importance of adaptive social security, are not at this stage a priority in the interventions supporting recovery.

Comparative advantages accentuated during the crisis, but a more in-depth reflection on the cost-benefit ratio of IDA is required on issues that have become increasingly important

On a qualitative level, the actors interviewed agree on IDA's comparative advantages, which were accentuated during the crisis, namely its financial, multi-country and multi-sectoral firepower, its ability to respond effectively to the crisis while incorporating long-term perspectives with responses to protean needs, its responsiveness (but in contrast to the different situations according to the

countries in which aid is disbursed) and significant experience in preparing for and responding to crises.

However, IDA has not carried out any in-depth work on its value for money since the Covid19 crisis. Its intervention over the past two years has underlined the need for a more in-depth reflection on the division of labour and the desirable synergies with other international organisations on some themes that were particularly invested in during the crisis, such as food security and crisis preparedness (a new cross-cutting theme for IDA20). IDA's involvement in health and climate finance also raises the question of how to set boundaries in these themes with other actors, in a landscape marked by the multiplication of donors, particularly vertical funds (Global Fund, Green Climate Fund, etc.).

The health crisis and the shortened cycle have compromised IDA's ambitions on many of the development targets, which have been adjusted downwards

Significant adjustments were made in March 2021, the majority of which were downward, to the targets of the objectives included in IDA Results Measurement System, based on progress made in the first eight months of IDA19. For the most part, **these adjustments were made in proportion to the shortening of IDA19.** Among the policy commitments, climate, FCV and governance are the most affected by these adjustments. Among the second-level indicators, which reflect the results of IDA interventions, the majority of targets have been adjusted downwards, with the growth theme being the most affected.

Recommendations

The evaluation formulates **five major recommendations**, based on the conclusions of the evaluation. These recommendations are accompanied by more specific and operational recommendations which identify the possible levers and means to implement them. These are of two kinds: either continuity (grey background) or clear change (light yellow background). The degree of priority of the recommendations is also specified.

Recommendations	Priority
I - POSITIONING: DEVELOP FRANCE’S POSITION AT IDA IN TERMS OF PRIORITIES TO BE PROMOTED DURING THE NEGOTIATIONS, AND TO BE SUPPORTED DURING IDA20 TO:	
1 Maintain and increase support for priority geographies, in particular the Sahel: • By pushing IDA to commit to more ambitious targets, • By strengthening vigilance on priority countries in the monitoring/steering of the French contribution, • And by supporting reflections on the modalities of IDA support to fragile countries.	Strong Strong Average
2 Maintain a broad positioning and pay close attention to other long-term issues of interest to France (climate, gender, debt, human capital) and get involved in the discussions regarding “Building Back Better”	Strong
3 Position itself as a leader in the field of biodiversity, which is at the forefront of French concerns	Strong
II - FINANCING: Maintain the contribution as a strong lever of influence and because IDA is a key multilateral actor while:	
1 Supporting IDA in prudent resource diversification and balance sheet optimization	Strong
2 Exploring the option of strengthening the contribution to targeted trust funds (PROBLUE, Global Sustainability Programme) and optimising the French contribution to these funds, based on the conclusion of a broader evaluation of the French contribution to trust funds in multilateral organisations	Strong
III - LEADERSHIP/ COMMUNICATION/ VISIBILITY: Strengthening the French vision, its unique voice, its coordination between players, its levers of influence	
1 Strengthen “Team France” in the articulation with IDA/World Bank	Strong / Medium (depending on operational recommendations)
2 Strengthen the mobilization of other levers to promote French influence	Strong / Medium (depending on operational recommendations)

Recommendations	Priority
IV - ORGANIZATIONAL PERFORMANCE: Strengthening IDA’s focus on organizational performance issues expected by France	
1 Monitor IDA staff decentralization targets while encouraging them to incorporate new targets into FCVs	Strong
2 Encourage IDA to reintroduce an action plan to combine accelerated disbursements with more qualitative assistance and to engage in shared international analysis on this dual imperative	Strong / Medium (depending on operational recommendations)
3 Encourage IDA to strengthen its partnership policy and accountability with other international actors and bodies	Strong / Medium (depending on operational recommendations)
4 Encourage IDA to support coordination platforms dedicated to development finance and to assume a leadership role	Average
V - OPERATIONAL PERFORMANCE: Advocate the rationalization of windows, support differentiated positions according to windows (proactive for a reform of the PSW, cautious on the Évolution of the CRW) while advocating for an experimentation (0,5%) of financing in local currency	
1 Supporting the rationalization of windows	Strong
2 Consistently advocate within IDA so that the amounts allocated by window are as favourable as possible to French priorities, by defending ambitious positions on the PSW window and prudent positions on the Évolution of the crisis response window	Strong
3 Support local currency financing on a pilot basis (up to 0,5%)	Average

RECOMMENDATION I – DEVELOP FRANCE’S POSITION AT IDA IN TERMS OF PRIORITIES TO BE PROMOTED DURING THE NEGOTIATIONS AND TO BE SUPPORTED DURING IDA-20

Findings / contextual elements

French priorities are well identified in IDA and France has achieved satisfactory results in recent years in strengthening its focus on fragile countries. The evaluation considers that this priority should be maintained in view of the strong needs of these countries, particularly in the Sahel zone, and a challenge would be for IDA to commit to more ambitious targets in these priority areas.

On the thematic level, climate, a theme on which France has focused in previous replenishments, remains an important issue that is nonetheless largely taken care of within the Bank and among the main contributors. Without setting aside the consideration of these climate issues, on which IDA still needs to make progress, France will benefit from refocusing its support by emphasizing biodiversity. This positioning will enable it to stand out, while continuing its complementary support for climate issues, particularly in view of COP15 and COP26.

Finally, this more targeted positioning must be accompanied by broader support, appreciated by the Bank, on all long-term issues of interest to France (climate, gender, debt, human capital), which should lead France to take part in discussions on the operationalization of the “recovery for the better”.

CONTINUITY	Priority
Sub-recommendation I.1: Maintain and increase support for priority geographies, in particular the Sahel, by pushing IDA to commit to more ambitious targets, by strengthening vigilance on priority countries in the monitoring/steering of the contribution, and by supporting discussions on the modalities of IDA for supporting fragile countries	Strong
This first sub-recommendation on the geographical priorities to be implemented under IDA-20 is broken down into three key issues for France, for which various levers are envisaged to both secure and accelerate the consideration of these issues. These are:	
I.1.1 Push IDA to commit to more ambitious targets for priority geographies (Africa, FCV, Sahel):	Strong
• Encourage IDA to dedicate a minimum of two-thirds of its funding to Africa in IDA20: Advocate a significant increase to a minimum of 66 % of the share allocated to Africa to support the upward trajectory in favour of this region, this being justified in view of the share allocated in the first year of IDA19 (69%). • Encourage IDA to devote a minimum of 40 % to FCV at IDA20 • Advocate for a minimum 10 % envelope for the Sahel, drawing attention to the need for better aid disbursement, and advocate for development targets such as “supporting 30 % of IDA countries covering at least 50 % of Sahelian countries in fragile and conflict situations (with active portfolios) to establish and/or strengthen core government functions that facilitate efficiency, inclusion and responsive public services, improve transparency and accountability and/or promote resilience”.	
I.1.2 Support reflections on the modalities of support to fragile countries: Carry out a reflection on the absorption capacities of FCV recipients, the need to strengthen their technical capacities and question the best aid modality while questioning the middle ground to be found concerning the easing of World Bank procedures in a particular FCV/Sahelian and (post)-crisis context	Average
I.1.3 Keep a close eye on priority countries and French-speaking countries in the monitoring/steering of the contribution: communicate to IDA its expectations (indicative targets of 30 % for priority countries and 27 %-30 % for French-speaking African countries) concerning	Strong

other priority geographies (PP and French-speaking Africa) and ensure follow-up.

Sub-recommendation I.2: Maintain a broad positioning, which is also appreciated by the Bank, i.e., continue to support IDA on all long-term issues of interest to France (climate, gender, debt, human capital) and become involved in the discussions regarding Building Back Better

France’s attention and support to the challenges of a sustainable, inclusive and resilient recovery revolve around several topics:

I.2.1 The economic sectors whose share in IDA financing and ambitions in this area are to be strengthened in a context of recovery and likely growing demand from recipient countries, which will involve: **Strong**

- Reactivate investments in infrastructure projects deferred during the crisis and integrate into the concept of quality infrastructure as much as possible a green and resilient component, while encouraging IDA to raise its targets for quality infrastructure investments in fragile countries and support for better jobs and sectors with high potential for inclusive and sustainable economic transformation (aiming to reach at least 25 countries compared to 20³⁸)
- Encourage IDA to strengthen its efforts to promote digital inclusion and the risks to be prevented (e.g., exclusion of certain groups), as well as its support for governance, particularly debt transparency, and to insist that recipient governments improve the traceability of IDA funding
- Encourage IDA to stabilize the share and volume of its funding for education, agriculture and rural development in IDA20 (which declined in IDA19)

I.2.2 The crisis management toolkit³⁹, which will be evaluated to draw lessons on the part and forms that crisis response should take in its future model.

I.2.3 Gender inclusion, to be strengthened, particularly in the areas of employment and digitalization: raise and broaden development targets for digital inclusion and women’s employment in infrastructure⁴⁰, encourage IDA to strengthen its role as a country platform coordinator in the coordination of aid in support of women and encourage it to produce country reports in this regard (e.g., in 20 countries).

I.2.4 Maximising the impact of its action on development, in particular: supporting a greater leverage effect for donors compared to IDA19 with almost the same contribution, encouraging a higher IDA share in AFD-World Bank co-financing by carrying out more co-financing in IDA-eligible countries, amplifying support for the mobilisation of domestic resources, supporting efforts to mobilise

38 – Target to be considered at the end of AB21.

39 – Such as the Emergency Pandemic Financing Facility, the CRW window, the deferred disaster loan option.

40 – In the area of digital inclusion: «at least 50 IDA operations (instead of 30) in the areas of digital development, financial inclusion, socio-economic inclusion, equal access to quality basic services, strengthening human capital and support for digital entrepreneurship and the local ecosystem, and support for research and innovative technologies. Support the raising of the target for women’s employment in infrastructure (set at 35 % for IDA20 compared to 30 % for IDA19) or even propose a more ambitious target (40 %).

private capital and joint efforts in terms of climate financing, supporting development targets ⁴¹ .	
BREAKDOWN	Priority
Sub-recommendation I.3: Take the lead on the issue of “biodiversity”, which is at the forefront of France’s concerns, in complementarity/ consistency with “climate” issues	Strong
I.3.1 Accelerate the consideration of biodiversity and related issues by strengthening IDA’s commitment and accountability	Strong
• Ensure that biodiversity is taken more fully into account by IDA (encourage a dedicated section in the replenishment outcome document, strengthened targets in the RMF, a dedicated methodology action plan and methodology for tracking biodiversity co-benefits, presentation of work done “The Road to Kunming”, and production of others during the period covered by IDA20) • Encourage IDA to align with international commitments and thinking, including the post-2020 global biodiversity framework • Identify the opportunity to add new targets to the GMR to have more explicit and ambitious commitments on topics such as nature-based solutions, biodiversity and ecosystems⁴² • Propose initiatives to this effect focused on Biodiversity: re-focus the next One Planet Summit on this theme and involve the World Bank; plan side events at the Bank’s Annual and Spring Meetings or in conjunction with the WB at other international events (G7, prospects for COP 15 and COP26: High-level event in October, meeting for the adoption of the post-2020 framework at the end of April-beginning of May 2022); Involve IDA representatives in future meetings of the Biodiversity Platform: study the opportunity to increase the French contribution to trust funds (PROBLUE, Global Sustainability Programme); Encourage the Bank to concretize its commitments made in the framework of the Great Green Wall for the Sahel	
I.3.2 To support IDA in its climate efforts in parallel	Strong
• Encourage it to exceed the 35% climate co-benefit target (to 40% or even 50% after COP26) as set out in the World Bank’s recent climate action plan, while aiming for a higher adaptation support target (of the order of 65% at least, considering that it was 64% in the 2021 budget year). Encourage it to continue its efforts on adaptation (rather than mitigation), which is complementary to AFD’s positioning on mitigation⁴³	

41 – For leverage: «Each dollar contributed by IDA donors generates 3.6 dollars for the financing capacity of IDA20 (compared to 3 for IDA19 and IDA18)». For domestic resource mobilization: support 20 IDA countries instead of 15 (as proposed in June 2021) to strengthen their domestic resource mobilization capacities). For the mobilization of private capital: «For every dollar committed by the IDA private sector window, 6 dollars are mobilized by private sector companies».

42 – These include: Commit to defining strategic institutional approaches to further integrate nature (ecosystems and biodiversity) into analysis, assessment, advice, investments and operations by 2025 (linked to the commitments made by the MDBs in their Nature Declaration); Support client governments (minimum 20) to revise their national biodiversity strategies and action plans according to the post-2020 framework; Support countries (at least 20 rather than the proposed IDA target of 15) to secure their ambitions to implement nature-based solutions through their plans and strategies, including long-term strategies, nationally determined contributions, national adaptation plans, land degradation neutrality targets Support ecosystem-based adaptation projects in at least 20 countries; Follow up on commitments made at the international level (e.g. post-2020 framework, MDB Joint Nature Statement).

43 – 49% of its projects, compared to 39% for adaptation, 11% for public policy loans and 1% for NGO projects. Source: AFD - Climate 2020 Activity Report.

- Ensure that the World Bank’s commitments to **aligning financing with the Paris Agreement goals** are realized and are the subject of regular accountability exercises.
- **Introduce a target** for the implementation of Climate and Development Country Reports in at least 50% of IDA countries.
- **Encourage it to continue its involvement in international bodies and to ensure accountability** (One Planet Summit; MDB-IDFC methodological work, progressive rapprochement at the strategic level of Finance in Common; links to be established with Finance for Tomorrow⁴⁴ on Sustainable Finance)
- **Encourage IDA to strengthen its thinking, analysis and measurement of climate results and impacts** on topics of interest such as the catalytic effect of climate finance on private investment, the linkage of climate issues with FCV-related issues, and support for long-term decarbonization strategies (2050 horizon) Strong

RECOMMENDATION II – MAINTAIN FRANCE’S IDA CONTRIBUTION AS A STRONG LEVER OF INFLUENCE AND BECAUSE IDA IS A KEY MULTILATERAL ACTOR, WHILE SUPPORTING OTHER FINANCIAL LEVERS

Findings/contextual elements

The French contribution in grants to IDA remains a powerful lever to ensure that France’s voice is heard, and its priorities and interests are asserted. This renewed support is based on the increased resources of IDA20 financial model and on the fact that IDA, as a major multilateral actor, is a relevant and relatively effective lever for French priorities.

At the same time, this evaluation notes the interest of studying the opportunity to strengthen the contribution to targeted trust funds (in connection with biodiversity and sustainability), which would enable it to increase its visibility in a niche logic, without calling into question the French position aimed at remaining in the background and arguing over time against the structural multiplication of these ad hoc funds. France should renew its support for discussions on the prudent development of the financial model, with a new focus on balance sheet optimisation issues.

CONTINUITY	Priority
II.1. Maintain the French contribution in grants at least at the level of IDA19 (1.179 billion Special Drawing Rights - SDR). Strong	Strong
II.2. Supporting IDA in the prudent diversification of resources (base scenario of USD 90 billion and a 27.6% share of contributions) and in optimizing the balance sheet to ensure its sustainability and maintaining its rating	Strong

44 – Paris EUROPLACE branch launched in June 2017 to make green and sustainable finance a driving force for the development of the Paris financial centre and position it as a benchmark financial centre on these issues. It brings together more than 80 members who have signed a common charter aimed at redirecting financial flows towards a low-carbon and inclusive economy, in line with the Paris Agreement and the UN Sustainable Development Goals (SDGs).

BREAKDOWN	
II.3. Explore the option of strengthening the contribution to targeted trust funds (PROBLUE ⁴⁵ , Global Sustainability Programme ⁴⁶) and optimising the French contribution to these funds, based on the conclusion of a broader evaluation of the French contribution to trust funds in multilateral organisations	Strong

RECOMMENDATION III – STRENGTHEN THE FRENCH VISION, ITS UNIQUE VOICE, ITS COORDINATION BETWEEN PLAYERS, ITS LEVERS OF INFLUENCE

Findings/contextual elements

Like the previous exercise performed on IDA17 and IDA18, this evaluation reaffirms the importance of strengthening interaction and coordination of aid with IDA/World Bank, with a common and shared approach, materialised by the concept of Team France, which is becoming increasingly important at the French level.

The mobilization of traditional French networks (think tanks, expertise) or new ones (in connection with Biodiversity, Sustainable Finance) constitutes a lever of influence of interest to be mobilized. Other levers for French influence remain to be activated, first and foremost the French presence, where the implementation of a real strategy is still lacking.

Sub-recommendation III.1: Strengthen “Team France” and its linkage with IDA/World Bank	Priority
---	-----------------

CONTINUITY	
This recommendation should be made more operational through several actions:	
III.3.1 The strengthening of interactions with the World Bank in various ways: High-level France-WB consultation involving the various French partners (DG Treasury, Ministry of Foreign Affairs, AFD, Proparco, etc.), mobilization of French think tanks as well as the academic world in the production of reflection articles and alliances to be fostered with other think tanks in other countries, mobilization of other networks in line with French priorities (Finance for Tomorrow, Biodiversity Platform, Presidential Council for Africa, Young Leader French African Foundation, link with the global parliamentary engagement team), shared monitoring of AFD-World Bank co-financing to be ensured (including the share attributable to IDA financing, as monitored by the Bank), promotion of the French offer and taking stock of the prospective needs of the Bank and recipient countries (e.g. organisation of an annual WB/World Bank team meeting): organization of annual WB/French Business Team meeting), links between the future ODA Evaluation Commission and IEG, more consultations and formal/informal exchanges in Washington with the Bank’s Practice Groups, management and operational seminars dedicated to the Sahel, Biodiversity and the operationalization of the concept of Recovery	Strong (main partners) / medium (other partners)

45 – The Global Programme for the Blue Economy-PROBLUE, which covers issues related to oceans, forests, landscapes and biodiversity. France (987 kUSD) is the 4thcontributor behind Sweden (32 MUSD), Norway (15.7 MUSD) and Iceland (1.4 MUSD), but ahead of Germany (569 kUSD). Source: PROBLUE Annual Report 2019

46 – Global Program On Sustainability promotes the use of high quality natural capital, ecosystem and sustainability data and analysis to better inform decisions made by governments, the private sector and financial institutions.

III.3.2 Mobilization/consultation of French and Francophone actors: - Plan an inter-ministerial consultation before the last IDA20 meetings to finalize the development of French positions - Also seek the advice of the permanent working group on multilateral funds within the CNDSI.	Strong
--	---------------

BREAKDOWN	
Mobilize the new local development councils to take greater advantage of the expertise of the French local network and encourage them to provide advice/influence locally upstream of IDA country strategies/project/programme design (as a priority with French geographies and priority themes) and encourage Ambassadors to relay locally defined positions.	Average
Promote closer ties with the academic world and the structuring of research projects on themes of interest, as well as with French operators (Expertise France, CIRAD, IRD, etc.)	Average

Sub-recommendation III.2: Strengthen the mobilization of other levers to promote French influence	Priority
--	-----------------

CONTINUITY	
Other levers should make it possible to strengthen France’s influence with IDA and optimize the return on investment of the French contribution, including the opportunity to:	
III.2.1 Define and communicate a 2025 strategy for the French Chair. - Increase the animation of the French and Francophone network in Washington: events associating the French community with French institutional actors in Washington, newsletter to be distributed on a periodic basis, groups on social networks, synergies with the event activities of the French Embassy in Washington (e.g., organize an annual WB day at the Embassy) - Provide for more regular meetings and exchanges throughout the year between French authorities and Bank staff in positions covering	Strong
III.2.2 Strengthen the French presence in key positions and capitalize on the levers of influence of this presence at the World Bank	
Mapping the French presence at IDA according to France’s thematic and geographic priorities and defining a three-year action plan with follow-up	Average
Mobilise the French network in multilateral organisations: annual event bringing together French staff on secondment, French Junior professional associates (JPAs) and international technical experts in multilateral organisations, including IDA; at the end of this event, produce a summary document on the progress of French priorities, the levers of influence mobilised by different donors and the posts of interest to France that will soon be vacant.	Average
Supporting French candidates (traditional recruitment process, seconded staff, international technical experts, JPA) for key management or operational positions related to France’s priority geographies and themes (FCV, Sahel, Biodiversity)	Strong
Encourage IDA to introduce staff training in French to better serve French-speaking staff in country offices.	Average
Use the evaluation exercise of France’s IDA allocation to communicate on French priorities (position the presentation before the 4th negotiation meeting)	Average

RECOMMENDATION IV – STRENGTHEN IDA’S FOCUS ON ORGANIZATIONAL PERFORMANCE ISSUES EXPECTED BY FRANCE

Findings/contextual elements

While IDA has made progress in decentralisation and has set ambitious targets, there is a challenge in strengthening the decentralisation of staff to the FCVs. Another dimension of operational performance is disbursements, which are the subject of contrasting debates between those in favour of speeding up disbursements and those in favour of higher-quality aid. This two-pronged approach seems to be the way forward, and international reflection would benefit from being initiated in order to learn more about the obstacles to disbursements and to sketch out ways to remedy or mitigate them.

While the World Bank has proactively sought aid harmonisation during the Covid-19 crisis and plays an active role in coordinating with other donors at the country level, its partnership policy should be better structured and made more accountable, drawing on good practices from other MDBs (such as IsDB and AsDB). This effort at introspection, synergies and/or division of labour is even more necessary in response to the MDG17 and at a time when IDA's cost-benefit ratio (value for money) and comparative advantages need to be deepened in the context of Covid-19 and the aftermath that has led IDA to intervene increasingly in certain fields (e.g., food security, crisis preparedness and response).

CONTINUITY	Priority
IV.1. Monitor IDA staff decentralization targets while encouraging IDA to incorporate new targets in FCVs: Propose to deploy 100 additional staff to FCVs in IDA20 (based on the current IDA19 result of 33 additional staff); incentivize IDA to set a target of 9%-10% of staff in FCVs by the end of the three-year IDA20 cycle (up from 8.3% as of May 31, 2021, 7.3% for FY20, 6.5% for FY2019), while assuming these budgetary implications - placing staff in FCVs is relatively expensive. Strong	Strong
BREAKDOWN	
IV.2. Encourage IDA to reintroduce an action plan to combine accelerated disbursements with more qualitative assistance and to engage in shared international analysis on this dual imperative. To this end:	
• Accompany this plan with a series of measures, including capacity building for recipients	Average
• Commission a study or assessment identifying both disbursements by project type, aid modality, and context, as well as identifying good practices/barriers, including for addressing Covid-19, within the Bank or among other MDBs. ⁴⁷	Strong
• Encourage IDA to take part in international discussions on this subject that France could promote	Average
• Introduce “fast track” mechanisms to implement urgent programmes for recovery, while insisting on greater ex-post control	Strong
IV.3. Encourage IDA to strengthen its partnership policy and accountability with other international actors and bodies, including by encouraging it to:	
• Strengthen its partnership policy and accountability with other international actors and bodies	Strong

47 – In terms of procurement, financial management, targeting/scaling up of high performing projects or adjustments of low performing projects, dialogue with the client or staff engagement, etc.

• Consider the organizational opportunity to consolidate its partnership and resource mobilization functions (as in other MDBs)	Average
• Establish a renewed strategy dedicated to its partnerships	Strong
• Strengthen its accountability regarding its partnerships: production of an annual report on this subject in the image of what many MDBs do (e.g. ADB, IDB), definition of a framework for measuring the impacts of its partnerships for development, drafting of a brochure on the partnership with France (in the image of the one produced for Germany ⁴⁸)	Strong
• To deepen the analysis of its cost-benefit ratio (“Value for Money”) and the division of labour or desirable synergies with other international organisations, such as on food insecurity, crisis preparedness, health, climate finance	Strong

IV.4. Encourage IDA to support coordination platforms dedicated to development finance and to take a lead role; reintroduce a target in the RMF for this purpose (in at least half of the countries)

RECOMMENDATION V – ADVOCATE THE RATIONALIZATION OF WINDOWS, SUPPORT DIFFERENTIATED POSITIONS ACCORDING TO WINDOWS WHILE ADVOCATING FOR AN EXPERIMENTATION (0.5%) OF FINANCING IN LOCAL CURRENCY

Findings/contextual elements

Interviews with contributors in Washington revealed a consensus on streamlining IDA windows, a position shared by France.

This issue, already observed during the previous evaluation exercise, persists and is coupled with the need to be vigilant about the temptation to multiply the number of sub-windows: since last June IDA presented a new sub-window with concessional terms within the complementary Scale-Up financing mechanism as a temporary measure to accompany the optimization of the balance sheet and while IDA wishes to perpetuate and double the funding for the Early Response Financing (ERF) sub-window within the crisis response window. On this last point, France will benefit from a cautious approach pending clarification from IDA on its “value for money” and the review of the effectiveness of this sub-window. This is justified notably by the risk of drifting away from a crisis response mandate, as well as the challenges of harmonisation with other international organisations to be considered, such as the World Food Programme (WFP) and the Global Fund for Disaster Risk Reduction (GFDRR).

More specifically, the increase in the size of the private sector support window, combined with its strengthening in priority geographies, calls for support from France, which could be accompanied by attention to certain areas of reform, notably to make this window more compatible with the Paris Agreement or to continue the effort in priority geographies.

Finally, during the discussions on the IDA19 replenishment, management committed to exploring additional local currency financing solutions that would benefit IDA countries while preserving IDA’s financial sustainability⁴⁹. In this context, the challenge will be to support IDA in experimenting with this new approach, again with a cautious, evidence-based approach at mid-term to consider the desirability (or otherwise) of scaling up.

48 – 2020-06-30-Portfolio-at-a-Glance-Germany.pdf (worldbank.org)

49 – A two-stage approach had been agreed. The first paper highlighted both the benefits and challenges of local currency financing for IDA in the poorest and least developed countries. A second paper was produced to outline two possible options and the way forward. The first of these options is full hedging via international capital market transactions; the second is unhedged local currency lending. In parallel, a TCX paper commissioned by the plenipotentiaries was produced supporting the first option and to pilot local currency financing at 1% of IDA20 funding.

CONTINUITY	Priority
V.1. Support the rationalisation of windows , ensuring a stabilisation of the number of windows and containing the temptation to multiply the number of sub-windows: in particular, demand further justification of the rationale for the new sub-window, Scale-Up Window Shorter-Maturity Loans (SUW-SML) proposed within the Scale Up Window with concessional terms, as proposed by IDA	Strong
BREAKDOWN	
V.2. Consistently advocate within IDA so that the amounts allocated by window are as favourable as possible to French priorities including by defending ambitious positions on the PSW window and prudent positions on the Évolution of the crisis response window • Seek greater weight for the regional window (in line with the French priority of regional integration) • Ensure a reasonable increase in the crisis response window and advocate for a smaller increase in the ERF sub-window than foreseen by IDA (position to be refined in the medium term after the review of the ERF and the arguments provided by IDA concerning its articulation with other international organisations) • Support an increase in the amount allocated to the Private Sector Support Window (PSW), making it conditional on a reform in favour of French priorities (Africa, FCV, climate)	Strong
AS A PILOT	
V.3. Support local currency financing on a pilot basis (up to 0.5 %)	Average

PARTIE 2

RÉPONSES DE
LA DIRECTION
GÉNÉRALE
DU TRÉSOR AUX
RECOMMANDATIONS
DU CONSULTANT

Objectifs à rechercher et recommandations préconisées	Réponse de la Direction générale du Trésor
I - POSITIONNEMENT: Faire évoluer le positionnement français à l’AID en termes de priorités à promouvoir lors des négociations, et à soutenir au cours de l’AID-20 pour:	
Maintenir et accentuer le soutien aux géographies prioritaires, en particulier le Sahel: – en poussant l’AID à s’engager sur des cibles plus ambitieuses, – en renforçant la vigilance sur les pays prioritaires dans le suivi/ le pilotage de la contribution française, – et en soutenant les réflexions sur les modalités de soutien de l’AID aux pays fragiles.	La direction générale du Trésor s’associe à cet ensemble de recommandations et note que: Les géographies prioritaires pour la France, notamment l’Afrique subsaharienne, ont vu leurs financements octroyés par l’AID augmenter de façon inédite au cours des trois derniers cycles de reconstitution (25 Mds USD sur l’année fiscale 2021, soit une part de 69% des engagements de l’AID, contre 64 % sur l’AID18 et 54 % sur l’AID17); Les pays fragiles ou en situation de conflit (FCV) ont capté 39% des financements sur la première année de l’AID-19, un montant en très forte hausse par rapport à l’AID18 (25 %), l’AID17 (18 %) et l’AID16 (14 %). Les négociations conduites lors des réunions de reconstitution de l’AID-20 ont permis de confirmer et d’amplifier cette priorisation en faveur de l’Afrique subsaharienne et des pays fragiles et en situation de conflit. L’enveloppe dédiée aux pays FCV augmentera de 17 %, un rythme plus rapide que la hausse des ressources globales (+13%); Il conviendra de rester vigilant à la bonne mise en œuvre de ces financements sur le terrain, ce qui nécessite aussi de maintenir un haut niveau d’engagement en faveur du renforcement des capacités, notamment institutionnelles, des pays bénéficiaires.
Conserver un positionnement large et porter une attention marquée sur les autres sujets de long terme d’intérêt pour la France (climat, genre, dette, capital humain) et s’impliquer dans ce cadre dans les réflexions autour de la « reprise en mieux ».	La direction générale s’associe à cette recommandation et formule les observations suivantes: La France, en tant qu’actionnaire de référence de la Banque mondiale et 5e pays contributeur aux 19e et 20e reconstitutions de l’AID, maintiendra un positionnement large lui permettant d’affirmer ses priorités sur l’ensemble des orientations stratégiques et opérationnelles prises par l’AID, y compris sur les thématiques transversales. Tout en maintenant cette capacité à influencer sur l’ensemble des politiques de l’AID, la France conservera tout particulièrement un intérêt marqué sur les enjeux liés à la prise en compte de la biodiversité dans les opérations de la Banque, au traitement des causes profondes de la fragilité et au développement du secteur privé, en particulier de l’entrepreneuriat et de l’accès des TPE/PME aux financements.
Se positionner en chef de file sur la thématique de la biodiversité, au premier plan des préoccupations françaises, en complémentarité/cohérence avec les enjeux « climat ». – Accélérer la prise en compte des enjeux de biodiversité à l’AID: chapitre dédié dans le document final des négociations AID20, cibles nouvelles dans le RMS traçage co-bénéfice biodiversité, production de travaux « Sur la route de Kunming » – Accompagner en parallèle l’AID dans la poursuite de ses efforts climat: l’inciter à dépasser la cible de 35 % co-bénéfice, objectif rehaussé adaptation (65 % à minima).	La direction générale s’associe pleinement à ces recommandations. Dans le détail: La France a joué un rôle moteur, en coordination avec ses partenaires européens et du G7, sur la thématique de la biodiversité. La France s’est distinguée en faisant de la biodiversité une priorité de premier rang, là où certains de ses partenaires mettaient davantage l’accent sur le rehaussement des cibles climatiques. Ce positionnement a porté ses fruits dans le cadre des discussions de reconstitution de l’AID-20. La Direction de l’AID s’est en effet engagée à développer d’ici la revue à mi-parcours une méthodologie permettant de définir et de comptabiliser les co-bénéfices biodiversité dans ses opérations. La France continuera de placer la biodiversité en haut de l’agenda et veillera à ce que la méthodologie qui sera présentée, si elle apparaît suffisamment robuste, puisse être mise en application d’ici la fin du 20e cycle. S’agissant des cibles de co-bénéfices climat, la France continuera à inciter l’AID à rehausser son ambition autant que possible, en préservant le modèle opérationnel de la Banque qui lui permet de couvrir un vaste champ de secteurs (santé, éducation, gouvernance etc).

Objectifs à rechercher et recommandations préconisées	Réponse de la Direction générale du Trésor
II - FINANCEMENT: Maintenir la contribution en tant que levier d’influence fort et parce que l’AID est un acteur multilatéral clé tout en:	
Maintenant la contribution en dons à minima au niveau de l’AID19	La direction générale s’associe à cette recommandation qui a été mise en œuvre en ce qui concerne la négociation de la 20e reconstitution des ressources de l’AID qui s’est achevée après la publication du rapport d’évaluation. La France a annoncé le 15 décembre 2021 une contribution de 1 739 millions de dollars à l’AID-20, entièrement versée en dons, soit une hausse de +6% par rapport à l’AID-19. La France a par ailleurs conservé sa position de 5e contributeur et a augmenté sa part relative dans la reconstitution. Il convient de souligner que cet effort est d’autant plus significatif qu’il interviendra avec une année d’avance sur le calendrier initial, l’AID-19 ayant été réduit à deux ans en raison de la consommation accélérée des crédits pour faire face à la crise de la Covid-19.
Etudiant l’option de renforcer la contribution à des fonds fiduciaires ciblés (PROBLUE, programme mondial sur la durabilité) et en optimisant la contribution française à ces fonds, sur la base d’une conclusion d’une évaluation plus large portant sur la contribution française aux fonds fiduciaires dans les organisations multilatérales.	La direction générale prend note de cette recommandation et souligne que: La France contribue déjà à des fonds fiduciaires hébergées et/ou mis en œuvre par la Banque mondiale. Peuvent être cités notamment le fonds pour la reconstruction du Liban, le fonds pour le développement de la Palestine, le fonds pour la reconstruction de l’Afghanistan. La France a toutefois fait le choix de plaider pour une rationalisation des interventions de la Banque mondiale via les fonds fiduciaires (la Banque en hébergeant plusieurs centaines) et de ne pas disperser ses contributions en les concentrant sur l’AID. La France limite donc ses contributions aux fonds fiduciaires qui présentent une valeur ajoutée clairement démontrée par rapport aux activités de financements pouvant être conduites à partir des ressources classiques de la Banque. Elle partage la recommandation suggérant de davantage considérer la participation à des fonds fiduciaires, de façon ciblée, comme un relai utile d’influence sur certaines thématiques très prioritaires pour la France; Un travail d’identification des fonds fiduciaires dont les activités seraient alignées avec les priorités françaises a été engagé, en lien avec les équipes de la Banque mondiale. Des échanges ont ainsi eu lieu avec les équipes en charge du soutien au développement du secteur privé, de la protection des aires marines et du secteur touristique.
Soutenant l’AID dans la diversification prudente des ressources et dans l’optimisation du bilan visant à garantir sa soutenabilité et le maintien de sa notation.	La direction générale s’associe à cette recommandation qui a été mise en œuvre en ce qui concerne la négociation de la 20e reconstitution des ressources de l’AID qui s’est achevée après la publication du rapport d’évaluation. Dans le détail: La France a incité l’AID à davantage optimiser son bilan afin d’accroître l’effet de levier sur les contributions des pays donateurs et permettre de déployer des financements additionnels à capital constant. Dans le cadre de la reconstitution de l’AID-20, la France a ainsi adopté une position équilibrée, en plaidant pour aller plus loin dans l’optimisation du bilan sans risquer de remettre en cause la soutenabilité financière de l’institution. Ces mesures d’optimisation ont permis ainsi d’accroître très fortement l’effet de levier sur les contributions des donateurs, en mobilisant 93 Md\$ de ressources (+13% vs. AID19) sur la base de 23,5 Md\$ de contributions et alors que la dégradation de la situation de la dette dans les pays bénéficiaires accroît l’intensité en don des financements accordés.

Objectifs à rechercher et recommandations préconisées	Réponse de la Direction générale du Trésor
III - PILOTAGE/ COMMUNICATION/ VISIBILITE: renforcer la vision française, sa voix unique, sa coordination entre acteurs, ses leviers d’influence et mieux s’articuler avec l’AID	
Renforcer l’« Équipe France » dans l’articulation avec l’AID/ la Banque mondiale et renforcer la recherche d’harmonisation avec l’aide bilatérale. – Renforcer les interactions au travers de consultations FRA-BM stratégiques et opérationnelles (Sahel, Biodiversité, BBB), la mobilisation de think tanks et d’autres réseaux en lien avec les priorités françaises, et un suivi partagé des co-financements AFD-BM – Renforcer la mobilisation et la consultation d’acteurs français et francophones: consultation interministérielle en amont réunions de négociations, avis groupe de travail permanent fonds multilatéraux au CND SI, mobilisation des nouveaux conseils de développement local, rapprochement monde universitaire/ opérateurs	La direction générale prend note de ces recommandations et souhaite faire les observations suivantes: La reconstitution de l’AID-20 a donné lieu à un grand nombre d’échanges entre administrations centrales, notamment à l’occasion des quatre réunions du groupe de référence de la présente évaluation. Les travaux de reddition de compte auprès du Parlement, qui prennent diverses formes (rapports, réponses aux questions des parlementaires, audits) constituent un vecteur privilégié de suivi et de comparaison des résultats de l’AID et des autres contributions d’aide au développement, en particulier multilatérales ou européennes. Le Bureau de l’administrateur français dispose actuellement d’un poste de conseiller senior dont les responsabilités incluent les enjeux liés aux ODD (santé, éducation, changement climatique et environnement, genre) dont l’agent responsable est issu du Ministère de l’Europe et des affaires étrangères. De même, un conseiller au sein du bureau de l’administrateur est détaché par l’AFD pour suivre en particulier les enjeux liés à l’Afrique subsaharienne. Comme relevé dans la présente évaluation, des échanges ont lieu très régulièrement avec la direction de la Banque, tant à Paris (à l’occasion de missions du personnel de haut-niveau de la BM) qu’à Washington (à l’occasion des Assemblées d’automne et de printemps qui mobilisent généralement une délégation comprenant le ministre des finances et la directrice générale du Trésor). Le bureau Multifin 3 en charge du suivi du Groupe de la Banque mondiale s’est par ailleurs rendu à Washington afin de porter les positions françaises auprès des services lors de la phase finale de la négociation de la reconstitution de l’AID-20. Le dispositif de pilotage sur le terrain repose en premier lieu sur le réseau des services économiques (régionaux et nationaux) qui sont saisis pour avis sur les projets de la BM dans leurs zones géographiques et sont incités à entretenir des relations étroites avec les services locaux de la BM et des autres BMDs. Tous les documents sont également communiqués aux services du MEAE et de l’AFD pour qu’ils apportent également leur éclairage en tant que de besoin.
Renforcer la mobilisation de leviers au service de l’influence française. – Définir une stratégie à horizon 2025 de la Chaise française et la communiquer, mais aussi renforcer la présence française à des postes clés et capitaliser sur les leviers d’influence de cette présence à la Banque mondiale. – Se servir de l’exercice d’évaluation de la dotation France à l’AID pour communiquer sur les priorités françaises (ex: en amont de la dernière réunion de négociation).	La direction générale prend note de cette recommandation et formule les observations suivantes: Le développement d’une stratégie de la chaise française à vocation opérationnelle et s’inscrivant dans la stratégie multilatérale de la France et les grandes orientations et priorités de la loi du 4 août 2021 de programmation relative à la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales apparait pertinente et permettrait de décliner à l’échelle du Groupe de la Banque la stratégie multilatérale de la France. Cette stratégie aurait néanmoins vocation à dépasser le seul cadre de l’AID et à couvrir également les activités de la BIRD, de la SFI et de MIGA. Les recommandations et les analyses qui figuraient dans le rapport provisoire transmis par l’évaluateur en amont de la dernière réunion de reconstitution de l’AID-20 ont été très utiles pour affiner encore les positions françaises (notamment grâce aux analyses quantitatives figurant dans le rapport et aux comparaisons des priorités françaises avec celles portées par nos certains de nos partenaires comme le Royaume-Uni.

Objectifs à rechercher et recommandations préconisées	Réponse de la Direction générale du Trésor
IV – PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE: Renforcer la prise en compte de l’AID sur des enjeux de performance organisationnelle attendus par la France	
Suivre les cibles de décentralisation du personnel de l’AID tout en l’incitant à intégrer de nouvelles cibles dans les FCV (100 employés supplémentaires, cible de 9% à 10% d’ici la fin de l’AID20).	La direction générale partage cette recommandation et souhaite faire les observations suivantes: L’accroissement de l’activité de l’AID dans les pays FCV constatés sur les derniers cycles s’est accompagné d’un renforcement des effectifs des bureaux locaux de la Banque mondiale. Cette dynamique doit être poursuivie afin de soutenir la hausse attendue des engagements dans les années à venir et permettre à la Banque d’aider à la structuration de projets aux normes internationales.
Inciter l’AID à réintroduire un plan d’action pour combiner l’accélération des décaissements avec une aide plus qualitative ainsi qu’à prendre part à des réflexions au niveau international sur ce double impératif.	La direction générale prend note de cette recommandation et s’en fera l’écho auprès des équipes de l’AID afin de définir les mesures adéquates pour améliorer les profils de décaissement.
Inciter l’AID à renforcer sa politique des partenariats et sa redevabilité avec d’autres acteurs et instances internationaux (stratégie rénovée dédiée, hausse de la redevabilité, approfondissement du rapport coûts-bénéfices, etc.)	La direction générale partage ces recommandations et souhaite faire les observations suivantes: La direction générale du Trésor incite les banques multilatérales de développement à renforcer leurs collaborations et leurs partenariats en s’appuyant sur leurs avantages comparatifs respectifs. Dans les groupes de travail du G20, elle met l’accent sur le développement effectif des « plateformes pays » de coordination entre les bailleurs, en poussant la Banque mondiale à assurer pleinement son rôle de chef de file.
Inciter l’AID à soutenir des plateformes de coordination dédiées au financement du développement et à assumer un rôle de chef de file.	La direction générale du Trésor continuera à porter cette recommandation auprès de la Banque mondiale, en insistant notamment sur la mise en place de telle plateforme sur des sujets concrets, comme celui du financement de la transition énergétique dans les pays en développement.

Objectifs à rechercher et recommandations préconisées	Réponse de la Direction générale du Trésor
V – PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE: Préconiser la rationalisation des fenêtres, soutenir des positions différenciées selon des fenêtres (proactive pour une réforme de la PSW, prudente sur l'évolution de la CRW) tout en plaidant pour une expérimentation (1%) de financements en monnaie locale	
Soutenir la rationalisation des fenêtres: stabilisation du nombre et justifications sur le bien-fondé de la nouvelle sous-fenêtre avec des termes concessionnels (SUW-SML) au sein du mécanisme de financement complémentaire.	La direction générale partage cette recommandation et souhaite faire les observations suivantes: Dans le cadre de la reconstitution de l'AID-20, le nombre de fenêtres thématiques est resté stable. La France s'est positionnée en soutien des allocations-pays qui doivent rester au cœur de la logique de l'AID et s'est opposée à la multiplication des guichets thématiques.
Etre force de proposition auprès de l'AID pour que les montants alloués par fenêtre soient le plus favorables possibles aux priorités françaises en défendant des positions offensives sur la fenêtre PSW et prudentes sur l'évolution de la fenêtre de réponse aux crises. – Poids plus important de la fenêtre régionale (priorité française intégration régionale); – Hausse raisonnable de la fenêtre de réponse aux crises, hausse moindre que prévue pour la sous-fenêtre ERF; – Hausse du montant alloué à la fenêtre d'appui au secteur privé (PSW) en la conditionnant à une réforme en faveur de priorités françaises (Afrique, FCV, climat).	La direction générale partage cette recommandation qui a été en partie mise en œuvre dans le cadre des négociations de reconstitution de l'AID-20, qui se sont conclues mi-décembre 2021: La fenêtre régionale a été renforcée, bien que d'un montant moindre que l'évolution globale des ressources; En revanche la fenêtre secteur privé restera stable dans un premier temps et fera l'objet d'une révision lors de la revue à mi-parcours. Globalement, les allocations-pays demeureront au cœur des interventions de la Banque mondiale dans la mise en œuvre du 20e cycle.
Soutenir à titre pilote le financement en monnaie locale (à hauteur de 0,5%).	La direction générale partage cette recommandation qui a été en partie mise en œuvre dans le cadre des négociations de reconstitution de l'AID-20, qui se sont conclues mi-décembre 2021: L'AID-20 prévoit un pilote de financements en monnaie locale, y compris pour des monnaies qui ne sont pas liées au dollar ou à l'euro. Une première évaluation sera conduite lors de la revue à mi-parcours, en vue d'une extension si les résultats apparaissent encourageants.

